



Prime: Yves Bolduc sur la sellette *Page A 3*



Un premier tronçon de l'autoroute **Ville-Marie** sera recouvert *Page A 3*

Ottawa donne encore un coup de pouce aux petits joueurs de la téléphonie sans fil *Page B 1*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 150

LE DEVOIR, LE MARDI 8 JUILLET 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

Les pétrolières s'activent en Gaspésie

Junex et Pétrolia comptent mener au moins cinq forages au cours des prochains mois

ALEXANDRE SHIELDS

Les pétrolières s'activent de nouveau en Gaspésie. Alors que Québec commence à peine une évaluation environnementale de la filière des hydrocarbures, l'entreprise Junex entend mener au moins quatre forages au cours des prochains mois à l'ouest de Gaspé. Pétrolia pourrait aussi commencer bientôt un forage sur le territoire de la municipalité, malgré la controverse.

Selon ce qu'a expliqué lundi au *Devoir* le président et chef de la direction de Junex, Peter Dorrins, l'entreprise fonde beaucoup d'espoir sur son projet nommé Galt. « Nous croyons qu'il s'agit du projet pétrolier le plus avancé au Québec en matière de connaissances géologiques et d'ingénierie, ainsi qu'en matière de délimitation de la structure, de puits forés et de potentiel de ressource », a-t-il souligné.

Ce secteur a d'ailleurs été ciblé à plusieurs reprises par des travaux d'exploration au cours des dernières décennies. Les premiers essais remontent aux années 1940. Quelques milliers de barils d'or noir ont même déjà été pompés par Junex dans le cadre de ses recherches.

Quatre millions par puits

Le gouvernement du Québec — troisième actionnaire de l'entreprise par l'entremise d'Investissement Québec — vient d'accorder à Junex le permis nécessaire pour réaliser son projet de forage Galt #4. Celui-ci sera mené dans un secteur situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Gaspé. L'entreprise entend utiliser un puits foré en 2012 à plus de 2000 mètres de profondeur. Mais cette fois, le forage sera dévié à l'horizontale, en direction d'un autre puits foré en 2003. Réalisé à l'époque en partenariat avec la filiale Hydro-Québec Pétrole et gaz, ce dernier avait

VOIR PAGE A 8 : PÉTROLE

FEQ CORMIER ÉCLAIRE LES PLAINES



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Il y a déjà presque deux ans que Louis-Jean Cormier a mis en veilleuse son groupe Karkwa pour lancer ses chansons en solo. L'énorme chemin parcouru l'a mené lundi soir jusque sur la grande scène des plaines d'Abraham, dans le cadre du Festival d'été de Québec. Découvrez les surprises réservées par le chanteur en lisant le texte de notre journaliste Philippe Papineau à ledevoir.com/feq-2014.

ÉCHANGEUR TURCOT

Rentrée infernale en vue

Automobilistes et résidents devront subir les effets de la fermeture de deux bretelles d'août à novembre

JEANNE CORRIVEAU
PHILIPPE ORFALI

D'autres jours difficiles s'annoncent pour les automobilistes: dans le cadre des travaux d'entretien de l'échangeur Turcot, deux bretelles seront entièrement fermées à la circulation à compter du mois d'août, et ce, pour trois mois, a appris *Le Devoir*. Les autorités de l'arrondissement montréalais du Sud-Ouest et les citoyens appréhendent un afflux de circulation dans les environs du marché Atwater.

Porte-parole du ministère des Transports du Québec (MTQ), Mario St-Pierre admet que ces fermetures seront importantes. Les travaux consistent à réparer la surface de béton sur la bretelle menant de l'autoroute 20 Est à l'autoroute 15 Nord, et sur celle de l'autoroute 720 Ouest vers l'autoroute 15 Sud, en direction du pont Champlain.

Près de 22 500 véhicules

La première bretelle est empruntée par 15 000 véhicules chaque jour en moyenne (débit journalier moyen annualisé), alors que la seconde accueille une circulation quotidienne de 7 400 véhicules.

Les travaux prévus sur ces bretelles s'apparentent à ceux effectués sur les deux bretelles menant de l'autoroute 15 Nord vers la 20 Ouest et la 720, qui ont été fermées au printemps dernier pour plusieurs mois.

VOIR PAGE A 8 : TURCOT

AUJOURD'HUI



Actualités › Garderies privées. Retour à la table des négociations après une première journée de grève. *Page A 4*

Le Monde › Irak. Pas de gouvernement avant août. *Page A 5*

Culture › Festival international de jazz de Montréal. Alain Simard veut revoir le mode de financement de l'événement. *Page B 8*



Avis légaux..... B 5
Décès..... B 4
Météo..... B 2
Mots croisés..... B 6
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... B 5

JAPON

Les gardiens du souvenir

Les derniers *hibakushas* continuent de témoigner des deux bombardements atomiques de 1945

Près de 70 ans après le largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les derniers survivants courent contre le temps pour livrer leurs témoignages. Un dernier combat contre l'oubli. *Le Devoir*, qui était au Japon en avril pour assister à des conférences sur les enjeux de sécurité, a fait la rencontre de *hibakushas* (survivants). Dernier de deux textes.

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY
à Hiroshima et Nagasaki

Du haut de ses 84 ans, Tsukasa Uchida se tient debout, droit, au pied d'un étroit bâtiment de trois étages au centre de Nagasaki. Le reste de la structure, une école primaire, a été pulvérisé à 11 h 02, le 9 août 1945, par le souffle brûlant à 4000 degrés Celsius de *Fat Man*, la deuxième bombe atomique larguée par les Américains sur le Japon. Située à 500 mètres de l'hypocentre — la bombe a détonné à 469 mètres d'altitude —, c'est presque un miracle que cette partie ait tenu le coup. Un rapide coup d'œil aux photos d'archives suffit pour voir que tous les environs ont été rasés. « *Le souvenir de la tragédie ne peut s'exprimer parfaite-*



JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY
Tsukasa Uchida avait 15 ans lorsque l'école Shiroyama de Nagasaki, derrière lui, a été soufflée par la bombe atomique.

ment avec des mots. C'est pourquoi nous préservons cette structure », explique M. Uchida, président du conseil pour la paix de l'école Shiroyama, reconstruite à l'ombre du vestige.

Des 1400 élèves qui se rendaient tous les jours à cette école, seulement 50 ont survécu, rappelle Tsukasa Uchida de son débit lent, le regard stoïque. Les autres ont été brûlés vifs. L'octogénaire,

VOIR PAGE A 8 : JAPON

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Les roquettes répondent aux raids aériens

Assiste-t-on à un début d'une nouvelle confrontation majeure entre Palestiniens et Israéliens? Au commencement d'une troisième Intifada, alors que le président Abbas était en voie de réussir son pari de la réconciliation avec le Hamas? Déjà extrêmement vive, la tension est encore montée d'un cran lundi: six jours après l'enlèvement et le meurtre d'un jeune Palestinien, et au lendemain de l'arrestation de six suspects qui auraient voulu venger les trois colons israéliens retrouvés morts le 30 juin, la situation demeure très tendue en Israël et dans les territoires palestiniens.

Lundi soir, des dizaines de roquettes lancées de la bande de Gaza se sont abattues sur le Sud israélien. Un porte-parole de l'armée a fait état d'une vingtaine de tirs de roquettes en quelques minutes, dont quatre ont été détruites en vol par le système de défense antimissile Iron Dome. La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a revendiqué ces tirs. Depuis dimanche soir, au moins cinquante projectiles sont tombés sur le sud d'Israël, selon l'armée. Une roquette Grad a atteint les faubourgs de Beersheva, la capitale du désert du Néguev, située à 50 kilomètres de la bande de Gaza, sans faire de victime.

Avant ces tirs de roquette, l'armée de l'air israélienne avait mené des raids sur la bande de

VOIR PAGE A 8 : ROQUETTES

ACTUALITÉS

Michaëlle Jean fait campagne en tant qu'alliée de l'Afrique pour être élue secrétaire générale de la Francophonie

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Michaëlle Jean a bon espoir de créer un précédent en devenant la première femme, représentante d'un pays du Nord de surcroît, à chapeauter l'Organisation internationale de la Francophonie. L'ancienne gouverneure générale n'a pas peur de secouer les traditions. Au contraire, elle y voit un atout.

Alors que les pays francophones s'apprêtent à choisir un successeur au secrétaire général de la Francophonie Abdou Diouf, celle qui aspire à hériter de ce poste est en pleine campagne. Michaëlle Jean a profité d'une rencontre rassemblant des parlementaires des États membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), cette semaine à Ottawa, pour courtiser leur vote.

La candidature de M^{me} Jean en a surpris certains. Notamment car la règle non officielle veut que le poste de secrétaire général de l'OIF soit confié aux pays du Sud, et celui de l'administrateur aux pays du Nord. Qui plus est, d'ici 2050, la majorité des francophones seront en sol africain.

« Il n'est pas nécessaire d'habiter [le continent] pour le comprendre », a rétorqué Michaëlle Jean lundi matin. « Ce qu'on respecte beaucoup chez moi, c'est le fait que je sois et du Sud, et du Nord », a plaidé celle qui œuvre aujourd'hui dans son pays natal en tant qu'envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, à sa sortie d'un salon où elle avait rencontré une série de parlementaires de pays africains.

Car le prochain secrétaire général de la Francophonie sera choisi par les 77 États membres de l'organisation. De ce nombre, 30 sont rassemblés sur le continent africain. Et Michaëlle Jean le sait très bien. Elle a donc profité de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie pour s'entretenir avec des représentants du Burundi, du Tchad, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de République démocratique du Congo, du Bénin.

Une femme du Nord et du Sud

Comment les convaincra-t-elle, ainsi que leurs voisins, de lui accorder leur vote? M^{me} Jean a notamment rappelé ses nombreux voyages en Afrique lors de son règne de gouverneure générale, de même que ses séjours dans la région à



Michaëlle Jean a reçu lundi, des mains de la sénatrice Andrée Champagne, le grade de Grand Croix, la plus haute distinction de l'Ordre de la Pléiade que décerne l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

titre de chancelière de l'Université d'Ottawa. « Je pense que ce que les Africains ont ressenti, c'est que j'arrive avec un souci de savoir qu'est-ce que l'on vise, qu'est-ce que l'on veut réaliser et accomplir. Et ce qu'il faut pour y arriver », dit-elle.

« Donc c'est clair que les Africains savent aussi que je suis une alliée! Parce que la sensibilité du Sud; je l'ai. Les réalités du Sud; je les comprends et je les vis. Et en même temps, je sais aussi que j'apporterai avec moi tout le réseau, qu'il faut aussi activer, de ces pays plus avancés, comme le Canada, qui doivent être là aussi en renfort de solidarité. »

Au terme de trois mandats de quatre ans, le Sénégalais Abdou Diouf tirera sa révérence et quittera son poste de secrétaire général cet automne. Son — ou sa — successeur sera annoncé au sommet de Dakar, fin novembre. Les thèmes de la rencontre seront la jeunesse et les femmes.

Raison de plus pour nommer une femme à la tête de l'OIF? « Ce serait l'un des bons messages, je crois! Je serais la première femme! », lance Michaëlle Jean, tous sourires. « Et en plus une femme d'action. Les femmes sont ça, les femmes sont des moteurs d'action et de changement. »

Abdou Diouf n'a pas pris parti dans la course à sa succession. Mais dans son discours, lundi matin, la deuxième personne qu'il a saluée était... Michaëlle Jean.

L'ancien ministre des Affaires étrangères de l'île Maurice, Jean-Claude de l'Estrac s'est aussi lancé dans la course. Moins connu que M^{me} Jean, il n'était pas à Ottawa lundi.

L'appui d'Ottawa

Le gouvernement conservateur appuie les aspirations de M^{me} Jean et le ministre de la Francophonie, Christian Paradis, multiplie les rencontres pour mousser sa candidature. « Il faut la promouvoir. Parce que M^{me} Jean a vraiment de bons atouts », a-t-il indiqué lundi, en vantant une « très bonne communicatrice » qui « sait rassembler, une fine diplomate ». Le « feedback » est bon, a-t-il confié. Mais il faut continuer les efforts.

Même son de cloche chez le président de l'Assemblée nationale de Québec, Jacques Chagnon, qui se faisait un plaisir de présenter ses homologues étrangers à l'ex-gouverneure générale et ancienne journaliste.

En ouverture de la rencontre des parlementaires des États francophones, Abdou Diouf les a sommés d'être « les vigies de la Francophonie ». A cette ère d'austérité dans les gouvernements du monde, « dans les discussions budgétaires, je vous prie de veiller à ce que l'essentiel ne soit pas oublié. L'essentiel, c'est la langue, la culture, les valeurs ».

Un appel à la « vigilance » qu'a repris en soirée Michaëlle Jean, alors qu'elle recevait le grade de Grand Croix, la plus haute distinction de l'Ordre de la Pléiade que décerne l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. « Le parlementarisme ne peut être qu'un poste de veille, d'observation et de surveillance à l'affût de toutes les dérives, de toutes les démesures, de toutes les violations de la démocratie qui sont si accablantes pour nos populations », a-t-elle fait valoir.

Faisant campagne en misant notamment sur le développement économique comme outil de lutte à la pauvreté et comme vecteur de changement, M^{me} Jean a en outre lancé aux parlementaires que « sans vous, la Francophonie du développement, que nous appelons de tous nos vœux, pour le mieux-être des collectivités dans tous nos pays et sans distinction, ne sera pas ».

Le Devoir

Prostitution : la loi est constitutionnelle, promet MacKay

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le gouvernement conservateur est optimiste que sa nouvelle loi encadrant la prostitution passe le test des tribunaux, et ce, même si elle risque de perpétuer le climat d'insécurité dans lequel évoluent les prostituées. Raison? L'objectif législatif d'Ottawa est désormais supérieur et les juges devront en prendre acte.

C'est ce qui ressort de la première journée de témoignages en comité parlementaire sur le projet de loi C-36. Le comité de la Chambre des communes entreprend un blitz de travail estival exceptionnel cette semaine pour assurer que le projet de loi soit adopté d'ici la fin de l'année.

La Cour suprême du Canada a déterminé en décembre dernier que les dispositions législatives encadrant la prostitution étaient inconstitutionnelles parce qu'elles forçaient les prostituées à mettre leur sécurité en danger en s'adonnant à une activité pourtant légale. Des fonctionnaires ont expliqué lundi que le projet de loi C-36 vient remédier au problème en déclarant que l'objectif du gouvernement est différent. Il ne s'agit plus de banalement encadrer une « nuisance », mais de rendre illégale une pratique qu'on juge désormais ignoble. La disproportion entre l'effet néfaste des lois et l'objectif du gouvernement ne sera donc plus aussi grande, plaide-t-on. En d'autres mots, l'objectif est si noble que des effets secondaires plus importants sont acceptables.

Le ministre de la Justice, Peter MacKay, qui comparait aussi en comité, ne croit pas pour autant que le projet de loi du gouvernement passera le test constitutionnel. « Non seulement il demeure grossièrement disproportionné malgré son objectif supérieur, mais il est arbitraire », a soutenu son porte-parole Leonardo Russomanno. Arbitraire parce qu'il n'y a pas, à son avis, de rapport entre l'objectif qu'il se fixe — l'éradication de la prostitution — et son effet réel — perpétuation de la prostitution dans des conditions probablement encore plus dangereuses.

Quelques millions seulement

Le ministre Peter MacKay a reconnu que son projet de loi sera fort probablement contesté devant les tribunaux. « La probabilité que ce projet de loi soit contesté est très réelle », a-t-il dit. Mais cela ne le convainc pas pour autant de la



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Avec le projet de loi C-36, il ne s'agit plus de banalement encadrer une « nuisance », mais de rendre illégale une pratique qu'on juge désormais ignoble, ont expliqué lundi des fonctionnaires.

pertinence de la soumettre sous forme de renvoi à la Cour suprême pour en vérifier d'avance la validité constitutionnelle, comme le lui demandent les partis d'opposition et certains groupes.

Les parlementaires ont par ailleurs appris qu'Ottawa ne serait pas aussi généreux qu'on le croyait pour venir en aide aux prostituées qui veulent se sortir de ce milieu. Le ministre Peter MacKay avait annoncé, en dévoilant son projet de loi, qu'il verserait 20 millions de dollars aux groupes d'aide. On apprend que ce montant n'est pas annuel: il sera plutôt réparti sur cinq ans. La somme annuelle sera donc d'environ seulement 4 millions de dollars par année.

Cela a fait bondir le ministre de la Justice du Manitoba, Andrew Swan, qui comparait aussi en comité lundi. « Si ce montant est alloué per capita, cela signifierait moins de 200 000 \$ par an au Manitoba. Pour vous donner un ordre de grandeur, notre gouvernement consacre déjà 8 millions par année pour aider les victimes de l'exploitation sexuelle. »

Le ministre Swan, qui fait pourtant partie d'un gouvernement néodémocrate, accueille par ailleurs positivement le projet de loi C-36. La criminalisation de l'achat de services sexuels est une bonne chose, a-t-il dit. Cela risque de compliquer les choses pour le NPD fédéral de Thomas Mulcair, qui critique abondamment le projet de loi conservateur.

Notons par ailleurs que d'autres groupes ont comparu en comité lundi, ceux qui appuient le gouvernement (tels que Walk with me, Alliance évangélique du Canada, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle) et ceux qui plaident pour une décriminalisation, voire une légalisation complète de la prostitution (l'Alliance canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe, Maggie's).

Le Devoir

Bonne Ta Fête

Les fêtes passent.
Les dons restent.

Donnez votre fête en cadeau pour que les enfants atteints d'une maladie dégénérative puissent s'amuser jusqu'au bout de la vie.

mafeteencadeau.com

Le Phare
Enfants et Familles

ACTUALITÉS

PRIME DE 215 000 \$

Bolduc demande à la RAMQ de faire la lumière

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le ministre Yves Bolduc a demandé lundi à la RAMQ de vérifier s'il a respecté les règles qui entouraient le versement d'une prime de 215 000 \$ pour la prise en charge de patients.

Dans un communiqué publié en fin de journée, M. Bolduc a demandé à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) de procéder rapidement pour faire la lumière sur ce dossier, qui lui vaut de nombreuses critiques depuis quelques jours. « Je vous invite à faire le nécessaire afin de vous assurer que ma situation, en lien avec ma rémunération, est régularisée », écrit M. Bolduc.

Cette demande de M. Bolduc est survenue après que *Le Soleil* eut révélé que la RAMQ enquêtait sur une vingtaine de médecins ayant touché le même genre de primes. L'organisme n'a pas précisé si Yves Bolduc fait partie du lot. Les médecins visés auraient perçu les primes, mais rompu leur lien avec le patient moins de douze mois après la prise en charge — en raison d'une retraite ou d'un déménagement, par exemple.

Le cabinet de M. Bolduc indique qu'il a vu ses 1500 patients au moins une fois durant sa pratique de 19 mois, et certains « à plusieurs reprises ». Mais pour respecter les termes de la lettre d'entente 245 qu'il avait lui-même signée

lorsqu'il était ministre de la Santé, Yves Bolduc aurait dû voir ces 1500 patients dans les sept premiers mois de sa pratique. L'a-t-il fait? Son cabinet ne pouvait l'affirmer précisément lundi soir. Mais M. Bolduc soutient avoir toujours « agi de bonne foi et en conformité avec les règles en vigueur ».

Si Yves Bolduc a inscrit des patients moins de 12 mois avant son retour au gouvernement, il pourrait donc devoir rembourser 50 % des primes perçues pour ces derniers. Devenu ministre de l'Éducation, il a dû abandonner les 1500 patients qu'il avait pris en charge lors de son séjour dans l'opposition — prise en charge pour laquelle il a touché une prime de 215 000 \$.

Une exception, dit la FMOQ

Il semble que, de tous les médecins du Québec, Yves Bolduc ait été l'un des principaux bénéficiaires de cette lettre d'entente visant à réduire le nombre de Québécois orphelins de médecin de famille. « Peut-être trois médecins » ont inscrit autant de patients, confirme Jean-Pierre Dion, directeur des communications pour la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ).

Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), plus de 5000 médecins

se sont prévalus de ces primes. En moyenne, ils ont inscrit 30 à 40 patients chacun, indique la FMOQ. Celle-ci calcule que quelque 750 000 patients ont été inscrits par un médecin de famille pendant la durée de l'entente, dont le tiers avait déjà un médecin de famille.

Claude Castonguay estime que M. Bolduc « a eu un comportement qui n'est pas digne d'un député »

Entrée en vigueur en novembre 2011, la lettre d'entente 245 prévoyant des allocations pour la prise en charge de patients a été modifiée en profondeur en juin 2013 pour des raisons budgétaires. Depuis, un maximum de 150 patients peuvent être inscrits par un médecin, et les sommes allouées ont été revues à la baisse.

La mesure, qui devait initialement coûter 12 millions par an, s'est avérée beaucoup plus coûteuse. Selon le MSSS, la facture s'est élevée à 50,5 millions pour la période de novembre 2011 à mai 2013. La facture annuelle est maintenant de 24,3 millions.

Démission demandée

Lundi, l'ex-ministre de la Santé libéral, Claude Castonguay, a demandé la démission d'Yves Bolduc. La Coalition avenir Québec a fait de même, alors que le Parti québécois continue d'exiger que M. Bolduc

rembourse la totalité de la prime perçue. M. Castonguay critique le sens de l'éthique de l'actuel ministre de l'Éducation. Il estime que M. Bolduc « a eu un comportement qui n'est pas digne d'un député, surtout qu'il fait maintenant partie d'un gouvernement qui demande à l'ensemble des citoyens de se serrer la ceinture », explique-t-il en entrevue.

« Même s'il a respecté les règles, c'est clair qu'il a utilisé le système pour obtenir le maximum en donnant le minimum en retour », dit M. Castonguay. La plupart des médecins de famille sont loin d'être capables de desservir autant de patients », ajoute-t-il, émettant un doute sur la capacité qu'a eu M. Bolduc d'exercer avec diligence son travail de député et de médecin de manière concomitante.

Selon la députée péquiste Diane Lamarre, Yves Bolduc devrait tout rembourser. « Il n'a pas respecté l'esprit de l'entente », estime-t-elle. M^{me} Lamarre se dit convaincue que le ministre-député-docteur était de bonne foi lorsqu'il a inscrit les 1500 patients. « Mais il peut quand même constater aujourd'hui que les termes et objectifs de l'entente n'ont pas été respectés. »

Le premier ministre Philippe Couillard n'a pas voulu faire de commentaires, non plus que le principal intéressé.

Le Devoir

TRAIN DE BANLIEUE

80 millions pour de nouveaux équipements dans l'ouest de Montréal

PHILIPPE ORFALI

De quatre à six trajets quotidiens s'ajouteront au cours des prochaines années au train de banlieue Vaudreuil-Hudson de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), grâce à un investissement de 80 millions de dollars confirmé lundi par Québec.

Les maires de l'ouest de Montréal et les représentants de la coalition du Train de l'Ouest ont rencontré lundi le ministre des Transports et ministre responsable de la métropole, Robert Poëti, afin de réclamer la création d'un nouveau lien ferroviaire entre l'ouest de l'île et le centre-ville de Montréal. Un projet qui n'ira pas de l'avant, du moins pour l'instant, car l'AMT et le MTQ doivent d'abord réaliser diverses études. Une « solution » verra toutefois le jour lors du présent mandat libéral, a promis le ministre.

Entre-temps, l'AMT déblocquera 80 millions pour l'achat de nouveaux équipements ferroviaires, ce qui permettra l'ajout de « deux à trois trains par jours » dans chaque direction de la ligne reliant Hudson à la gare Lucien-L'Allier, se félicite Clifford Lincoln,

porte-parole de la Coalition. À l'heure actuelle, ce sont les trains de banlieue de la ligne Vaudreuil-Hudson qui desservent l'ouest de l'île, mais comme ils doivent partager les rails avec les trains de marchandises du CP, le nombre de départs est limité. La compagnie ferroviaire, propriétaire du chemin de fer, devra d'ailleurs consentir aux améliorations proposées par l'AMT.

« C'est un bon pas dans la bonne direction », affirme M. Lincoln. Le ministre nous a dit qu'il était important d'établir un lien rapidement pour relier l'ouest de Montréal et le centre-ville, et ça, c'est une bonne nouvelle. On fait des pressions depuis plusieurs années à l'AMT pour [améliorer le service]. »

Depuis des années, les résidents de ce secteur de l'île de Montréal ont demandé des services de transport en commun comparables à ceux d'autres régions de la métropole, note M. Lincoln, un ex-ministre du gouvernement Bourassa. Des revendications qui demeurent toujours d'actualité, conclut-il.

Le Devoir

MONTRÉAL

Des bateaux-taxis pour aller au centre-ville

DAPHNÉE HACKER-B.

L'administration Coderre étudiera au cours des prochains mois la possibilité d'implanter un système de bateaux-taxis pour lier les extrémités de l'île de Montréal au centre-ville. Ce projet, prisé depuis des années par la mairesse de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Chantal Rouleau, serait selon elle une importante mesure d'atténuation de la congestion routière.

Elle estime qu'un service de navettes permettrait aux citoyens de l'est ou de l'ouest de la ville de faire un trajet d'un peu moins de 30 minutes sur le fleuve lors des heures de pointe, plutôt que de passer plus d'une heure dans leur véhicule. « Ce projet est réaliste et serait peu coûteux à mon avis. Il ne faudrait que des bateaux pour transporter des passagers et non des véhicules », précise M^{me} Rouleau en entrevue avec *Le Devoir*. Cette dernière pense que le service, qui fonctionnerait de 8 à 10 mois par

année, devrait être arriqué au transport collectif et nécessiterait la collaboration de la Société de transport de Montréal (STM) et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), qui ont déjà « fait preuve d'ouverture et d'intérêt ».

Le responsable des transports à la Ville, Aref Salem, se chargera de l'étude de faisabilité, qui devrait être complétée dans les prochains mois. L'étude servira notamment à mesurer l'impact économique des navettes, ainsi qu'à déterminer quels secteurs pourraient en avoir besoin. Si le projet va de l'avant, les bateaux-taxis pourraient être implantés avant 2017, soit à temps pour les célébrations du 375^e anniversaire de la métropole, affirme M^{me} Rouleau. « Je ne vois pas pourquoi Montréal ne pourrait pas se doter d'un tel service, alors que des centaines de grandes villes riveraines utilisent ce moyen de transport depuis très longtemps », soutient-elle.

Le Devoir



Selon les évaluations préliminaires de la Ville, il en coûtera « entre 45 et 70 millions » de dollars pour recouvrir 125 mètres d'autoroute entre les rues Sanguinet et Hôtel-de-Ville.

Un premier tronçon de l'autoroute Ville-Marie sera recouvert

Denis Coderre et Richard Bergeron auront leur cadeau du 375^e

PHILIPPE ORFALI

Denis Coderre aura bel et bien, son cadeau d'anniversaire du 375^e de Montréal : un premier pan de l'autoroute Ville-Marie devrait être recouvert d'ici 2017, a confirmé lundi le maire de la métropole.

Flanqué du ministre des Transports du Québec, Robert Poëti, et du chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, Denis Coderre a annoncé qu'un premier tronçon de 125 mètres de l'autoroute serait enfoui, à proximité du nouveau Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM).

« On propose de retisser le lien entre le centre-ville et le Vieux-Montréal en créant un lieu public unique aux abords de la station de métro Champ-de-Mars », a déclaré l'élue. Une nouvelle place publique « identitaire » que pourraient fréquenter de 25 000 à 30 000 personnes chaque jour, selon les analyses.

Les trois politiciens se sont faits avarés de détails. Le gouvernement du Québec s'engage à investir jusqu'à 100 millions de dollars pour la réalisation du projet, mais celui-ci pourrait coûter beaucoup moins, « entre 45 et 70 millions », de l'avis de M. Coderre. Déjà, la ville a investi 4 millions pour des études « préprojet ».

Les travaux commenceront rapidement. « Ce n'est pas une étude de faisabilité, on ne fait pas une étude pour faire une étude, on est vraiment en phase de réalisation, a-t-il dit. [...] On évalue toutes les options possibles. Dès novembre 2014, on aura déjà



Denis Coderre, Robert Poëti et Richard Bergeron devant le plan de la phase 1 du recouvrement, lundi à Montréal.

entre les choix, et ensuite on passe en mode réalisation. »

Dès cet été, la Ville ira de l'avant avec des consultations publiques sur la vocation à donner au nouvel espace situé dans le quadrilatère formé des rues Saint-Antoine, Sanguinet, Viger et Hôtel-de-Ville. Diverses études seront également faites pendant cette période. Les travaux en tant que tels pourraient débuter en 2015, pour être achevés deux ans plus tard.

Renouveau au métro

Les environs de la station Champ-de-Mars, peu achalandés à l'heure actuelle, sont appelés à renaître ces prochaines années grâce à la naissance du Quartier de la santé et à l'ouverture officielle du CHUM et du CRCHUM.

Ce nouveau lien terrestre

entre le secteur de l'hôtel de ville, le Vieux-Montréal et le centre-ville, de même que l'arrivée de milliers de travailleurs à cet endroit, permettra de réparer la cicatrice créée au début des années 1970 par la construction du tunnel Viger, ont dit espérer MM. Coderre et Bergeron. Ce dernier, en sa capacité de conseiller dans l'arrondissement de Ville-Marie, est chargé du projet de recouvrement de l'autoroute à la table du conseil municipal.

Futur incertain

Aucun détail n'a été fourni sur les phases subséquentes du recouvrement de l'autoroute en tranchée, que souhaitent toujours concrétiser MM. Bergeron et Coderre. Une fois le secteur entre la rue Sanguinet et l'avenue de l'Hôtel-de-Ville enfoui, quelque

375 mètres de l'autoroute demeureront à découvrir.

Alors que le gouvernement péquiste avait formulé de sérieuses réserves par rapport au projet du maire Coderre en février, celui de Philippe Couillard a annoncé dans son budget de juin que le recouvrement serait « mis à l'étude » dans le cadre du Plan québécois des infrastructures 2014-2024. Le gouvernement comptait alors investir afin « d'évaluer la faisabilité du projet de recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie ». Il s'est ravivé en l'espace d'un mois, s'engageant à financer une bonne partie du projet.

« Oui, nous allons réaliser le projet. Je ne peux pas vous donner de montant exact, mais je peux dire que ça ne dépassera pas 100 millions », a souligné M. Poëti, qui est également ministre responsable de la région de Montréal.

La « phase 1 » du projet annoncé lundi, d'une longueur de près de 125 mètres, représente près de 25 % du projet original, qui prévoyait le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie du nouveau CHUM au Palais des congrès. En outre, une étude avait révélé l'an dernier qu'il en coûterait 1,5 milliard de dollars pour recouvrir complètement l'autoroute Ville-Marie du Palais des congrès à l'avenue De Lorimier, un segment de 1,5 kilomètre.

Le Devoir

D Voir aussi : Le plan de la phase 1 de recouvrement, sur LeDevoir.com

ACTUALITÉS

PÉDOPHILIE

Le pape dénonce complicité et indifférence dans la hiérarchie de l'Église

JEAN-LOUIS DE LA VAISSIÈRE
à la Cité du Vatican

Le pape François a vivement condamné lundi la complicité ou l'indifférence d'une partie de la hiérarchie de l'Église pour les actes pédophiles dans le clergé, qui devra désormais « rendre des comptes ».

La douleur des victimes et les suicides « pèsent sur la conscience de l'Église », a lancé le pape argentin, lors d'une messe dite dans sa résidence Sainte-Marthe au Vatican, en recevant six victimes, trois femmes et trois hommes (deux Allemands, deux Britanniques et deux Irlandais).

François a longuement reçu ces victimes européennes, s'entretenant individuellement plus d'une demi-heure avec elles, dans un geste marquant sa volonté de tolérance zéro quant au scandale qui a touché des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents, principalement dans les années 1960 et 1970.

« Je m'engage à ne pas tolérer que du mal soit causé à un mineur par un individu, qu'il soit religieux ou autre », a dit le pape

Dans une claire allusion aux évêques ayant couvert des prêtres criminels, il a « demandé pardon » pour « l'omission de dirigeants qui n'ont pas répondu de manière adéquate à des rapports sur des sévices sexuels », notamment par les victimes elles-mêmes.

« Il n'y a pas de place dans l'Église pour ceux qui commettent ces sévices, et je m'engage à ne pas tolérer que du mal soit causé à un mineur par un individu, qu'il soit religieux ou autre », a-t-il encore dit. Les évêques devront « rendre des comptes » en cas de futur scandale, a-t-il averti.

Il a aussi dénoncé, dans des termes inédits au Vatican, « la complicité inexplicable » avec des crimes qui ont pour conséquence des « douleurs émotionnelles profondes », des « dépendances », des « difficultés relationnelles » et, enfin, parfois le suicide.

Dans son homélie, il n'a pas annoncé de réformes pour rendre plus efficace la lutte antipédophile, au grand dam des associations engagées dans ce combat. Il a toutefois demandé que les victimes lui viennent

« en aide » pour mettre en place les politiques les mieux appropriées pour la protection des mineurs.

« Les victimes ont apprécié l'écoute très attentive reçue », a rapporté le père Federico Lombardi, porte-parole du pape, estimant que « cette écoute » de chacun « indiquait une route » à suivre par tous les prêtres dans l'Église.

Confronté à la critique d'associations selon lesquelles il s'agit d'un simple « nouvel exercice de relations publiques », le père Lombardi a rejeté lundi cet argument devant la presse : « Ce groupe, a-t-il critiqué, a toujours démontré n'être pas prêt à comprendre les intentions de ce pape et du pape précédent », Benoît XVI.

Commission d'experts

Le pape, qui a déjà comparé le religieux abusant d'un enfant à un prêtre disant « une messe noire », a constitué en mars une commission d'experts pour la protection de l'enfance.

Celle-ci s'est réunie la veille. Des noms d'experts d'Asie et d'Afrique ont été proposés pour s'ajouter aux huit experts déjà nommés venant principalement de l'hémisphère Nord — dont une ancienne

victime irlandaise. Dans les églises de l'hémisphère Sud, la pédophilie est largement tabou.

M^{sr} Robert Oliver, promoteur de justice (procureur) de la Congrégation pour la doctrine de la foi, a collaboré pour la première fois à cette réunion pour l'aspect « organisationnel et logistique », a précisé le père Lombardi.

La rencontre avec les victimes est la première de François et la sixième d'un pape. Benoît XVI avait eu sa première rencontre avec un groupe à Washington en avril 1998, puis il avait rencontré d'autres petits groupes en Australie, à Malte, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Les associations reprochent aux papes de rencontrer des catholiques demeurés dans l'Église malgré les torts subis, et non ceux en rupture.

Le Vatican a été accusé à maintes reprises devant les comités pour les droits de l'enfant et contre la torture des Nations unies, d'avoir continué à occulter des affaires.

Agence France-Presse

TYPHON NEOGURI

Alerte maximale au Japon

Tokyo — L'agence météorologique japonaise a lancé lundi soir une « alerte spéciale » en prévision de l'arrivée prochaine du très violent typhon Neoguri dans l'extrême sud du Japon, notamment sur l'île d'Okinawa.

Cette alerte de niveau maximal indique un danger majeur de dégâts massifs accompagnés de risques de pertes humaines. Plus de 1,2 million de personnes habitent dans la zone concernée par cette mise en garde sans précédent.

Une recommandation d'évacuation a été donnée à l'ensemble de la population de Miyako, la première île du Sud concernée par l'alerte spéciale lancée en fin de journée.

Mardi à 00 h locale, le centre du typhon se trouvait à environ 260 kilomètres au sud-est de cette île qu'il ne devrait

atteindre qu'en début de matinée mardi, avant de se diriger vers l'île principale d'Okinawa, puis de virer de bord vers le nord-est en direction des îles du centre du Japon.

« Nous avons conseillé aux quelque 55 000 habitants de se réfugier dans des lieux prévus à cet effet comme des bâtiments publics », a indiqué un porte-parole des autorités locales.

Neoguri, qui se déplace lentement, est accompagné de rafales pouvant atteindre jusqu'à 270 km/h « comme le train à grande vitesse, le Shinkansen », soulignent des médias.

Les vagues pourraient atteindre 14 mètres, selon l'Agence de météorologie, qui a donné plusieurs conférences de presse dans la journée pour tenir les populations informées.

Agence France-Presse

Arthur : des milliers d'abonnés toujours privés d'électricité

Halifax — Des dizaines de milliers de personnes étaient toujours privées d'électricité dans les Maritimes lundi, conséquence des ravages causés par le passage de la tempête tropicale Arthur. Environ 86 000 clients d'Énergie Nouveau-Brunswick étaient toujours sans courant en fin d'avant-midi lundi, tandis que Nova

Scotia Power signalait des pannes chez 40 000 de ses abonnés. Dans l'est du Québec, environ 860 clients étaient encore affectés dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en début d'après-midi. Tous les bureaux gouvernementaux de la région de Fredericton sont demeurés fermés lundi pour des questions liées au nettoyage et aux pannes d'électricité causées par la tempête tropicale. La ville a été l'une des plus durement touchées au cours de la fin de semaine.

La Presse canadienne

GRÈVE DANS LES SERVICES DE GARDE

La ministre Charbonneau invite la CSQ à se rasseoir à la table des négociations

MÉLANIE LOISEL

Les parents qui ont été touchés par la journée de grève tenue lundi dans les garderies en milieu familial subventionnées espèrent que le gouvernement Couillard s'entendra rapidement avec la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ) affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). En plein milieu de l'été, il a été plus facile pour eux de trouver une solution de rechange pour prendre soin de leurs marmots, mais ils espèrent qu'une fois ne sera pas coutume. Environ 90 000 enfants fréquentent les garderies en milieu familial au Québec.

La ministre de la Famille, Francine Charbonneau, affirme qu'une rencontre doit avoir lieu ce mardi pour poursuivre les pourparlers avec les éducatrices qui sont sans convention collective depuis novembre 2013. Elle a invité la CSQ à se rasseoir à la table des négociations aux côtés de la CSN, qui représente 1000 éducatrices et qui a refusé de débrayer. « Je trouve ça triste qu'on prenne des moyens de pression et qu'on dise que les négociations piétinent. On avance, à petits pas peut-être, mais c'est un dossier très complexe », a mentionné la ministre Charbonneau lors d'une entrevue téléphonique. D'ici la fin du mois, quatre rencontres sont d'ailleurs prévues entre les parties.

En déclenchant une grève d'une journée lundi, la présidente de la FIPEQ, Kathleen Courville, explique que ses 13 600 membres ont voulu



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La FIPEQ représente environ 13 600 des 15 000 éducatrices de services de garde en milieu familial, qui accueillent environ 90 000 enfants.

envoyer un message clair à la ministre pour accélérer le processus de négociation et dénouer les impasses. Des manifestations se sont déroulées dans plusieurs municipalités, soit à L'Île-Perrot, à Québec, de même qu'à Trois-Rivières.

Points litigieux

Les éducatrices en milieu familial ont notamment réclamé de meilleures conditions de travail et plus d'autonomie par rapport aux bureaux coordonnateurs qui sont responsables de l'application des règlements concernant les services de garde. Elles voudraient mettre sur pied un comité qui leur permettrait d'avoir davantage leur mot à dire sur les enjeux tou-

chant la gestion de leur garderie et le programme éducatif.

« Les négociations achoppent sur les enjeux normatifs et on n'est même pas rendus au financier », indique M^{me} Courville, qui soutient que la question salariale sera fort probablement l'un des points les plus litigieux. « Nos membres, qui travaillent environ 50 heures par semaine, ne sont payées que 35 heures par semaine, comme les éducatrices en CPE. Elles demandent à ce que toutes leurs heures de travail soient reconnues pour assurer la qualité des services », poursuit-elle.

Bien qu'elle refuse de négocier sur la place publique, la ministre Charbonneau atteste qu'elle demeure ouverte à

leurs revendications. « Si elles font 15 heures de trop, je leur dis : 'Assoyons-nous et expliquons ce que vous faites de plus.', lance-t-elle. Comme c'est la première fois que leur convention collective est renouvelée, tout n'est pas fermé, il se peut qu'il y ait des ajustements à faire. »

Jusqu'à présent, la CSQ a plutôt senti une fermeture du côté gouvernemental, alors que 28 rencontres ont été organisées à ce jour. Si rien ne change, la FIPEQ compte demander à ses membres un mandat pour organiser trois autres jours de grève au cours de l'été. Un vote a déjà été tenu pour débrayer deux autres demi-journées.

Le Devoir

RÉDUCTION DES GES

Le Québec loin de son objectif de 2020

PIERRE SAINT-ARNAUD

Le Québec a atteint de justesse ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES), soit une baisse de 6% par rapport au niveau de 1990, mais c'est surtout à cause du ralentissement économique. Et tout indique qu'il sera très loin de son objectif de 2020.

Le ministre de l'Environnement, David Heurtel, a rendu public la semaine dernière le bilan du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques qui fait état d'une réduction totale d'un peu plus de 2,1 millions de tonnes de gaz à effet de serre.

Or, l'objectif du plan au départ était de réduire ces émissions de 14,6 millions de tonnes. Cependant, puisque la croissance économique n'était pas au rendez-vous, la réduction obtenue s'est avérée suffisante en fin de compte pour atteindre

l'objectif de réduction de 6%.

« Ça reste quand même loin de ce qui était prévu. Les programmes ont été beaucoup plus longs à mettre en place que prévu. L'argent n'a pas tout été dépensé, il y a eu un changement de gouvernement et certains programmes ont été suspendus pour réévaluation », a indiqué le responsable de la campagne Climat-Energie de Greenpeace, Patrick Bonin. « Ils ont mis en place un programme, on arrive à la fin et on se rend compte qu'il y a de l'argent qui n'a pas été dépensé, près de 460 millions », a-t-il ajouté.

Greenpeace et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) saluent néanmoins la transparence du gouvernement, qui s'était fait reprocher par le Commissaire au développement durable dans un passé récent des lacunes sévères en matière de reddition de comptes

relativement au Plan d'action.

Ils reconnaissent, par exemple, que certains efforts ont porté leurs fruits, notamment l'imposition des normes californiennes pour les émissions des véhicules, les programmes de conversion à l'électricité du chauffage au mazout et de captation du méthane dans les sites d'enfouissement.

« C'est plus clair, l'argent investi, ce que ça rapporte comme réduction de gaz à effet de serre. Malheureusement, ça arrive tard et on se rend compte que, n'eût été la crise économique, du ralentissement et de la fermeture de certaines usines, probablement que Québec aurait manqué complètement son objectif », a dit M. Bonin.

Dans cette optique, les environnementalistes doutent que l'objectif de 2020, soit une réduction de 20% des émissions de GES par rapport aux niveaux de 1990, soit réaliste, d'autant

plus que le plan 2013-2020 n'est même pas encore élaboré.

« Ou s'en va le Québec ? Sommes-nous capables d'atteindre notre objectif ? Maintenant, il n'y a plus de plan et c'est une autre situation qui nous inquiète. Nous n'avons pas de plan pour atteindre les objectifs en 2020 », a déploré le porte-parole de Greenpeace.

Il fait valoir que la tâche s'annonce colossale puisque le Québec verra s'ajouter, durant cette période, les émissions d'une mégacémenterie à Port-Daniel, d'une usine d'engrais de 1,6 milliard de dollars à Bécancour et du forage de pétrole de schiste.

« Nous ne sommes clairement pas en voie d'atteindre l'objectif pour 2020 et c'est pourquoi le gouvernement doit mettre les bouchées doubles, car plus on attend, plus ça coûte cher de réduire nos émissions », a-t-il dit.

La Presse canadienne

PLATTSBURGH

Le transport ferroviaire de pétrole, en croissance exponentielle, inquiète

CAROLINE MONTPETIT

Chaque jour depuis 2012, les résidents de la petite ville de Plattsburgh voient avec inquiétude passer jusqu'à trois trains, charriant jusqu'à 120 wagons de pétrole brut. Et depuis le terrible accident qui a secoué la ville de Lac-Mégantic l'an dernier, leur inquiétude ne va pas en s'apaisant. Aussi, quelques dizaines de citoyens se sont réunies samedi dernier à Plattsburgh pour protester contre ce nouvel élément du paysage.

« Avant 2012, il n'y avait aucun transport de pétrole brut dans cette région », raconte Mollie Matteson, chercheuse pour le Centre pour la diversité biologique basée au Vermont. « Le Canadien Pacifique, à qui appartient le chemin de fer, a convenu lui-même qu'il circulait depuis quelque 20 trains de pétrole brut par semaine. »

Or, cette transition s'est faite complètement à l'insu des citoyens, qui n'ont jamais pu s'exprimer sur ce nouvel élément de leur environnement. « Les citoyens l'ont appris en voyant les trains », dit-elle.

Le transport de pétrole brut dans la région est d'autant plus inquiétant que la voie ferrée du Canadien Pacifique longe souvent de très près le lac Champlain, et qu'elle traverse également de nombreuses communautés.

« En plus, les conditions de transport du pétrole ne sont pas adéquates en matière

de sécurité », poursuit M^{me} Matteson. L'American National Transportation Safety Board, comme le Bureau de la sécurité des transports du Canada, a déjà établi que les normes n'étaient pas adéquates. »

Toute la semaine, diverses manifestations se tiendront, au Canada et aux États-Unis, en souvenir de la tragédie de Lac-Mégantic, et en opposition à la croissance exponentielle du transport de pétrole par train. Au Québec, le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec envoyait lundi un communiqué mentionnant que malgré le projet de pipeline Énergie Est, le transport de pétrole par train au pays est en pleine expansion.

Un nouveau terminal ferroviaire vient d'entrer en fonction à Sorel-Tracy, accueillant des trains ayant traversé auparavant Longueuil, Saint-Bruno, Boucherville, Varennes, Verchères et Contrecoeur.

Et « malgré tous les projets d'oléoducs, l'Alberta construit actuellement de nouvelles infrastructures ferroviaires afin de doubler sa capacité de chargement de pétrole par train, soit 800 000 barils par jour », écrivent-ils.

Le Devoir

► Voir aussi ► Une vidéo montrant la proximité du train et du lac Champlain, sur LeDevoir.com

Bébé enlevé : retour en Cour de la suspecte le 17 juillet

Trois-Rivières — La jeune femme accusée d'avoir enlevé un bébé naissant à l'hôpital de Trois-Rivières, le 26 mai dernier, reviendra au tribunal le 17 juillet pour subir son enquête sur remise en liberté. La date du 7 juillet avait d'abord été prévue sur le rôle judiciaire. Il y a un mois, Valérie Poulin Collins a été jugée apte à comparaître après avoir subi une évaluation psychiatrique d'une semaine au Centre régional de santé mentale de Shawinigan. La femme fait face à deux chefs d'accusation, soit un chef d'enlèvement et un autre de séquestration. L'enquête sur sa remise en liberté s'attardera aussi à quelques plaintes de vol à l'étalage portées contre elle. Le 26 mai, la suspecte s'était présentée au pavillon Sainte-Marie du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières vêtue comme une infirmière. Elle était alors entrée dans la chambre d'une maman qui venait d'accoucher pour ensuite en sortir avec sa fillette âgée de quelques heures à peine.

La Presse canadienne

LE MONDE

Irak : pas de gouvernement avant août

L'armée ne parvient pas à reprendre les territoires aux mains de l'EI

Le Parlement irakien, empêtré dans ses divisions, a reporté lundi de plus d'un mois une session cruciale qui devait mettre un gouvernement sur les rails, éloignant un peu plus la perspective d'une sortie de crise.

Près d'un mois après le début de l'offensive menée par l'État islamique (EI) la situation s'enlise tant sur le plan politique que militaire, l'armée n'ayant toujours pas repris la main face aux insurgés.

Pour tenter de doter le pays d'un gouvernement, le Parlement devait se réunir mardi pour choisir son président, puis un président de la République chargé de désigner le prochain premier ministre. Mais, en l'absence d'accord sur le futur président de la chambre, « la session parlementaire a été reportée au 12 août », a indiqué un député sous couvert d'anonymat.

Le 1^{er} juillet, la séance inaugurale du Parlement issu du scrutin du 30 avril s'était déjà déroulée dans la confusion la plus totale, les députés s'invectivant ou quittant la salle.

Les États-Unis ont réaffirmé lundi que l'union des différentes communautés était le seul moyen de repousser l'avancée des djihadistes sunnites, qui représentent « une menace existentielle » pour l'Irak.

« Le fait de parvenir à ces accords [politiques] est nécessaire pour la survie de l'Irak », a souligné le porte-parole de la Maison-Blanche.

Étant donné le nouveau report parlementaire, la question la plus épineuse, celle du choix du premier ministre, également commandant en chef des forces armées, ne sera pas réglée avant de longues semaines.



HAIDAR MOHAMMED ALI AGENCE FRANCE-PRESSE

L'aide de conseillers américains et d'avions russes ne suffit pas à repousser l'EI.

La situation semble tout autant bloquée sur le terrain, l'armée ne parvenant pas à reconquérir les territoires pris par les insurgés, en dépit de la livraison d'avions de combats par Moscou, la présence de conseillers militaires américains et l'aide de milices chiites.

Peu de soutien

À une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, le commandant de la sixième brigade, le général Najm Abdullah Sudani, a été tué lundi dans un bombardement.

« L'armée et la police sont perçues comme confessionnelles. Elles ne bénéficient donc pas du soutien ou, ce qui est crucial, de renseignements de la part de la communauté sun-

nite », explique John Drake, analyse du groupe AKE.

« Si vous n'avez pas de bons renseignements sur le terrain, vos raids ne sont pas précis, ils provoquent des dommages collatéraux et des blessés », ajoute-t-il.

Face à une armée dépassée par les événements, l'EI semble plus confiant que jamais.

Près d'une semaine après la proclamation, le 29 juin, d'un califat à cheval entre la Syrie et l'Irak, son leader, Abou Bakr Al-Baghdadi, est sorti de l'ombre samedi dans une vidéo le montrant lors d'un prêche à Mossoul, deuxième ville d'Irak tombée aux mains des insurgés aux premières heures de leur offensive.

Si la vidéo, en cours d'analyse, était authentifiée, il s'agirait de la première apparition télévisée de Baghdadi, un changement de stratégie pour cet homme qui a toujours prôné la discrétion.

Autre Mossoul, les insurgés se sont emparés d'une grande partie de sa province Ninive, ainsi que de régions dans les provinces de Diyala, Salaheddine et Kirkouk. Ils contrôlaient depuis janvier des secteurs d'Al-Anbar.

La menace de partition du pays est sérieuse et le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a décidé d'organiser un référendum d'indépendance.

Agence France-Presse

UKRAINE

Donetsk la rebelle prête à se défendre

Les rebelles prorusses se préparaient lundi à défendre leur principale place forte de Donetsk, alors que les forces de Kiev avançaient dans sa direction, après avoir pris samedi et dimanche plusieurs villes, dont Slaviansk, abandonnée sans combat par les insurgés.

Plusieurs leaders séparatistes ont affiché leur détermination à livrer bataille après ce « repli tactique », affirmant même, comme l'a dit l'un d'entre eux, Denis Pouchiline, que la défense de Donetsk, la capitale du bassin houiller du Donbass, allait marquer un tournant dans leur conflit avec Kiev.

Mais le « vice-premier ministre » de la république autoproclamée de Donetsk, Andreï Pourguine, a reconnu que les rebelles n'avaient « peut-être pas » assez de forces pour résister à l'armée de Kiev.

Mais « s'ils [les loyalistes] commencent à raser cette ville comme ils ont rasé Slaviansk j'espère que le monde ne restera pas sans réagir à l'extermination de milliers de civils pacifiques dans leurs maisons », a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'aide de la Russie, il a évité d'évoquer son aspect militaire. « Il y a une aide humanitaire, médicale, des organisations de la société civile russe, il y a une aide de la Fédération de Russie au niveau des pourparlers, la Russie participe aux consultations, Lavrov discute personnellement avec les Européens. Bien sûr on pourrait attendre plus mais ce n'est déjà pas mal. »

Lundi soir, les présidents français et américain, François Hollande et Barack Obama, ont appelé dans un communi-

qué leur homologue russe, Vladimir Poutine, à « faire pression sur les séparatistes » prorusses « afin qu'ils acceptent le dialogue avec les autorités ukrainiennes ».

La ville était calme dans la journée et on ne notait pas de préparatifs militaires ou de présence accrue d'hommes armés dans les rues du centre où peu de gens circulaient.

Le potentiel militaire des rebelles, qui compteraient au total quelques milliers de combattants dans les régions de Donetsk et Lougansk, est difficile à mesurer. Des colonnes de véhicules transportant plusieurs centaines d'hommes ont été vues entrant à Donetsk pendant le week-end, ainsi que des blindés et des camions montés de canons anti-aériens.

L'armée ukrainienne est confrontée à une tâche difficile. Donetsk compte un million d'habitants et le président ukrainien, Petro Porochenko, s'est engagé solennellement à ne pas les mettre en danger. Entrer dans la ville avec des chars et des blindés exposerait ceux-ci aux tirs d'armes antichar, dont les rebelles sont amplement pourvus. Et une éventuelle guérilla urbaine, évoquée par les insurgés, ferait couler beaucoup de sang.

Selon l'ancien ministre de la Défense par intérim, Mykhaïlo Koval, la stratégie, conçue par le président Petro Porochenko lui-même, consiste à établir un « blocus » tant de Donetsk que de l'autre grande ville rebelle, Lougansk. Ce « blocus complet » forcera les rebelles « à déposer les armes », a-t-il estimé.

Agence France-Presse

AFGHANISTAN

Ghani devance largement Abdullah

L'économiste Ashraf Ghani devance largement son rival Abdullah Abdullah avec 56,4% des voix au second tour de la présidentielle afghane, selon les résultats provisoires publiés lundi par la commission électorale.

Cette annonce, plusieurs fois retardée, n'a pas dissipé la confusion qui règne autour du scrutin que M. Abdullah, arrivé largement en tête à l'issue du premier tour, refuse de reconnaître sans un examen plus approfondi des fraudes qui risquent selon lui de lui voler la victoire.

Les chiffres annoncés ne sont pas « définitifs », a prévenu le président de la commission électorale indépendante (IEC), Ahmad Yusuf Nuristani, en rendant publics les résultats.

« Cela ne désigne pas le gagnant » de l'élection, car il reste l'étape de l'examen des plaintes à propos du scrutin, qui doit être mené par la commission des plaintes (ECC), a-t-il ajouté, sans préciser combien de votes pouvaient être concernés.

Selon l'IEC, plus de 8 millions de votes ont été enregistrés lors du 2^e tour du 14 juin, sur un total de 13,5 millions d'électeurs, soit beaucoup plus qu'au premier tour où ils étaient environ 6 millions.

Ce total bien supérieur à ce qui était anticipé, pourrait nourrir des accusations de fraudes massives dans le camp de M. Abdullah.

Certains observateurs, dont l'ONU, craignent qu'une impasse politique ne dégénère en tensions voire en violences communautaires, au moment délicat où l'OTAN se prépare à quitter le pays.

L'annonce des résultats est intervenue avec cinq heures de retard, après que les responsables de l'IEC ont passé une partie de l'après-midi « en réunion à huis clos ».

Agence France-Presse

FRANCE

Une autre enquête est ouverte sur les comptes de campagne 2012 de Sarkozy

L'ancien président français, Nicolas Sarkozy, est visé par une nouvelle enquête liée aux comptes de sa campagne présidentielle de 2012, la justice devant déterminer la légalité de la prise en charge par son parti des pénalités infligées au candidat pour le dépassement du plafond de dépenses autorisées.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire sur le paiement par son parti, l'UMP, des pénalités qui lui ont été infligées après l'invalidation des comptes de sa campagne 2012, a-t-on appris lundi de source judiciaire. Cette enquête vise un éventuel abus de confiance au préjudice de l'UMP, qui avait réglé la facture à la place du candidat. Les investigations ont été confiées à l'Office anticorruption de la police judiciaire.

Cette enquête trouve son origine dans l'invalidation des comptes de sa dernière campagne, en raison du dépassement des dépenses autorisées. Le 19 décembre 2012, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) avait jugé que M. Sarkozy avait dépassé de 363 615 euros le plafond de dépense autorisé. Le candidat mal-

heureux de la droite n'avait pas eu droit au remboursement d'une partie de ces frais par l'État. Il avait dû en outre rembourser l'avance forfaitaire de 153 000 euros à laquelle il avait eu droit, et payer une pénalité équivalente au montant du dépassement.

L'UMP avait alors lancé une souscription pour payer les frais de campagne, mais avait aussi payé la pénalité. La direction intérimaire de l'UMP récemment mise en place après la démission de son président, Jean-François Copé, estime que celle-ci aurait dû l'être par le candidat lui-même.

Les comptes de campagne de M. Sarkozy sont déjà entre les mains de trois juges financiers qui enquêtent sur des soupçons de surfacturation de certains frais par une société de service, Bygmalion, ainsi que de double comptabilité, une partie des frais engagés par l'équipe de campagne du candidat ayant été mise au débit de l'UMP. Ce stratagème aurait permis un dépassement des dépenses engagées de l'ordre de plusieurs millions.

Agence France-Presse

Mort de l'ancien président géorgien Edouard Chevardnadze

L'ex-président géorgien Edouard Chevardnadze, l'un des artisans de la fin de la Guerre froide avec le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, est décédé lundi à l'âge de 86 ans, a annoncé une proche de la famille, Marina Davitachvili. « Chevardnadze est mort aujourd'hui à midi », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'il « était malade depuis longtemps ».

« C'était un homme très capable, talentueux, très ouvert pour travailler avec le peuple, avec toutes les tranches de la société », a déclaré Mikhaïl Gorbatchev à la radio Echo de Moscou. Le dernier dirigeant soviétique a ajouté que Chevardnadze était « le représentant idéal » pour la Géorgie. « Avec lui, on pouvait parler directement, on travaillait bien », a-t-il dit.

Edouard Chevardnadze, né le 25 janvier 1928 dans le village géorgien de Mamati, a été considéré comme un héros en Occident pour avoir été l'un des artisans de la fin de la Guerre froide, avant de tomber en disgrâce en Géorgie. En 1985, il avait été appelé à Moscou par Mikhaïl Gorbatchev qui lançait la perestroïka et a fait de lui son ministre des Affaires étrangères. Pendant cinq ans, il a été l'un des principaux artisans du désarmement,

se forgeant de solides amitiés en Occident, notamment en Allemagne.

« Edouard Chevardnadze, qui fut pendant des années premier secrétaire du parti communiste de Géorgie et ancien membre du Politburo de l'Union soviétique, devint un ami personnel, ce que je n'aurais jamais cru possible auparavant », a de son côté déclaré Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des Affaires étrangères au moment de la chute du Mur, dans un entretien au quotidien Tagesspiegel à paraître mardi.

Mais en 2003, alors qu'il était devenu président de Géorgie, désormais indépendante, il a dû céder le pouvoir. Le prooccidental Mikhaïl Saakachvili prit alors en 2004 sa succession et resta à la tête du pays jusqu'en 2013. Après environ dix ans à la tête de cette petite république du Caucase du sud, l'image de Chevardnadze s'était considérablement détériorée, le pays étant en pleine crise économique et la corruption omniprésente. Sa démission en 2003 lui a permis de préserver un peu de crédit auprès de l'opinion publique.

Agence France-Presse



ALEXANDER KHUDOTEPLY AGENCE FRANCE-PRESSE

Des militants prorusses chargeaient un tank sur une remorque lundi à Donetsk en prévision de l'offensive de l'armée ukrainienne.

L'Inde compterait 100 millions de pauvres de plus

Quelque 100 millions d'Indiens supplémentaires doivent être considérés comme pauvres, selon un rapport d'experts sur les critères de définition de la pauvreté en Inde ayant filtré lundi dans la presse.

Quelque 30% des 1,2 milliard d'habitants du pays — soit 363 millions de personnes — vivaient sous le seuil de pauvreté en 2011-12, selon ce rapport d'experts commandé par le précédent gouvernement pour réévaluer les seuils de pauvreté.

Ce rapport devrait relancer le débat sur les difficultés pour résorber la pauvreté en Inde, où des centaines de millions de personnes n'ont pas de logement ni suffisamment de nourriture, à quelques jours de la présentation du premier budget par le gouver-

nement de Narendra Modi.

Le rapport avait été demandé après que les propositions de la Commission du plan, principal organisme d'État pour la planification économique, eut défini en 2011 des seuils de pauvreté qui avaient déclenché un tollé.

Cette commission avait suscité l'indignation d'ONG en considérant qu'il fallait au moins 27 roupies par jour dans un village et 33 roupies par jour dans une ville pour ne pas être pauvre.

Selon l'agence de presse Press Trust of India, selon ce rapport quelque 38,2% de la population indienne était pauvre en 2009-10, une proportion qui a diminué à 29,5%, ou 363 millions de personnes, en 2011-12.

Agence France-Presse

Italie : 2600 réfugiés en deux jours

Plus de 2600 réfugiés ont été secourus pendant le week-end dernier par la marine de guerre italienne en Méditerranée, ont annoncé lundi les autorités italiennes. Sept bateaux transportant principalement des Érythréens, des Soudanais et des ressortissants de

République démocratique du Congo (RDC) ont été interceptés entre samedi et lundi, portant à plus de 68 000 le nombre de réfugiés secourus par la marine italienne. Des dizaines de femmes et d'enfants faisaient partie des nouveaux arrivants au cours du week-end, un phénomène qui ne cesse de croître, selon les autorités italiennes.

Agence France-Presse

ÉDITORIAL

ASSAULTS DANS L'EST DE L'UKRAÏNE

L'effet boomerang

À peine le président ukrainien Petro Porochenko avait-il signé la levée du cessez-le-feu qu'il ordonnait une offensive militaire à l'est du pays. L'objectif? Faire mordre la poussière aux milices prusses et contrarier les plans de son ennemi n° 1: Vladimir Poutine.

Le moins que l'on puisse affirmer est que le président ukrainien fraîchement élu n'aura pas tardé à faire la preuve par A plus B qu'il n'est pas un homme de paille, mais bien un homme d'acier. Le 7 juin, il est intronisé. Que fait-il le lendemain ou le surlendemain? Il prend la direction de Bruxelles et signe l'accord d'association avec l'Union européenne si honni par Vladimir Poutine, mais si attendu par la majorité des Ukrainiens. Plus précisément, il appose son nom sur le document, qui s'avère la goutte qui a fait déborder le vase des contentieux entre Kiev et Moscou en novembre dernier. La suite, on la connaît: armées, financées et instrumentalisées par Poutine, les milices prusses ont pris le contrôle de villes situées à l'est et où la majorité des citoyens parlent la langue de Tchekhov.

En fait, on devrait écrire que ces milices ont fait main basse sur ces villes avec une facilité d'autant plus déconcertante que l'armée ukrainienne était en réalité une armée de fantoches, car sous-équipée. Dès son arrivée au pouvoir, Porochenko a fait le ménage au sein des forces armées et de sécurité. Il a plus exactement bouleversé la chaîne de commandement et nommé à la tête du Conseil de défense et de sécurité nationale ce qu'on peut appeler un dur: Andriy Parubiy. Dans un entretien accordé au *New York Times*, ce dernier ne s'embarrasse ni de nuances, ni de louvoisements. Pour lui et pour tout le gouvernement ukrainien, il faut stopper Poutine ici et maintenant. Et donc reprendre notamment le contrôle des frontières afin, on s'en doute, d'empêcher toute livraison d'armes et autres. Car si l'Ukraine ne met pas un holà aux ambitions régionales de Poutine, alors celui-ci, assure Parubiy, s'attaquera aux républiques baltes, au Kazakhstan et possiblement à la Biélorussie.

Jusqu'à présent, l'offensive menée pour récupérer les villes et les territoires perdus au profit de l'autocrate russe a été fructueuse. Mise à part la grande ville des environs, soit Donetsk, les contingents dépêchés sur place par le nouvel état-major ukrainien ont repris des pans énormes de territoires. L'évolution positive, pour Kiev évidemment, des événements est le fait de ce qu'on pourrait bien qualifier d'une nouvelle armée. Un, des milliers et des milliers d'Ukrainiens se sont enrôlés. Deux, les appels aux soutiens financiers envoyés aux quatre coins de la diaspora ukrainienne ont été largement entendus. Trois, les nouveaux commandants ont convaincu les simples soldats que les miliciens prusses étaient bel et bien des ennemis voulant amputer le territoire national. Lors des assauts menés par les prusses à Donetsk comme en Crimée, on avait constaté que les membres des divisions ukrainiennes avaient peur de tirer.

Pour l'instant, Poutine se contente de faire le service minimum. En réalité, il ne bouge pas. Il ne dit mot. Si ce n'est pour signifier que la requête formulée par les leaders des prusses avait été jugée irrecevable. De quoi s'agit-il? Ces derniers avaient prié le « leader *maximo* » du Kremlin de les appuyer sous diverses formes. Ici et là, on commence à dire à voix plus haute que Poutine entend mettre l'accent sur la paix. Pour l'heure, il ne veut pas « s'approprier » l'est du pays pour des raisons d'ailleurs essentiellement économiques. Dans cette histoire on ne doit pas oublier que l'Ukraine est techniquement en faillite.

Cela étant, il semble bien que Porochenko soit sur la voie de remporter son premier défi, soit gagner la guerre à l'Est. Lui reste à gagner les autres afin de remettre le pays sur pied. Rien de moins.

PONT CHAMPLAIN

Leçon d'histoire

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper fait l'unanimité contre lui dans la région de Montréal avec l'imposition d'un péage sur le futur nouveau pont Champlain. Puisqu'il paie la construction du nouvel ouvrage, du moins l'essentiel, il n'a cure des réactions et ne démord pas de sa décision. De la même façon, puisqu'il paie, il entend donner un nom nouveau à un pont qui est nouveau.

Exit donc le nom de Champlain devenu *persona non grata* pour ce gouvernement qui pense ainsi faire oublier la catastrophe associée à ce pont, qu'il avait voulu à l'époque construire au plus bas prix possible. Que l'on veuille biffer de la toponymie montréalaise le nom de Champlain pour cette raison est désolant. Samuel de Champlain ne mérite pas ce déshonneur.

Le nom de Champlain fut choisi en 1962 pour célébrer le grand explorateur géographe qui, en 1603, descendit pour la première fois le Saint-Laurent jusqu'au pied du sault Saint-Louis (les rapides de Lachine). En 1611, il reviendra explorer l'île du mont Royal, pour ensuite explorer une grande partie du continent à la recherche de la « mer douce ». Il y avait

dans le choix de Champlain comme toponyme du nouveau pont un clin d'œil historique, puisqu'il allait être le voisin de Jacques-Cartier, situé en aval, ces deux ponts devenant une leçon de l'histoire de Montréal et du Canada.

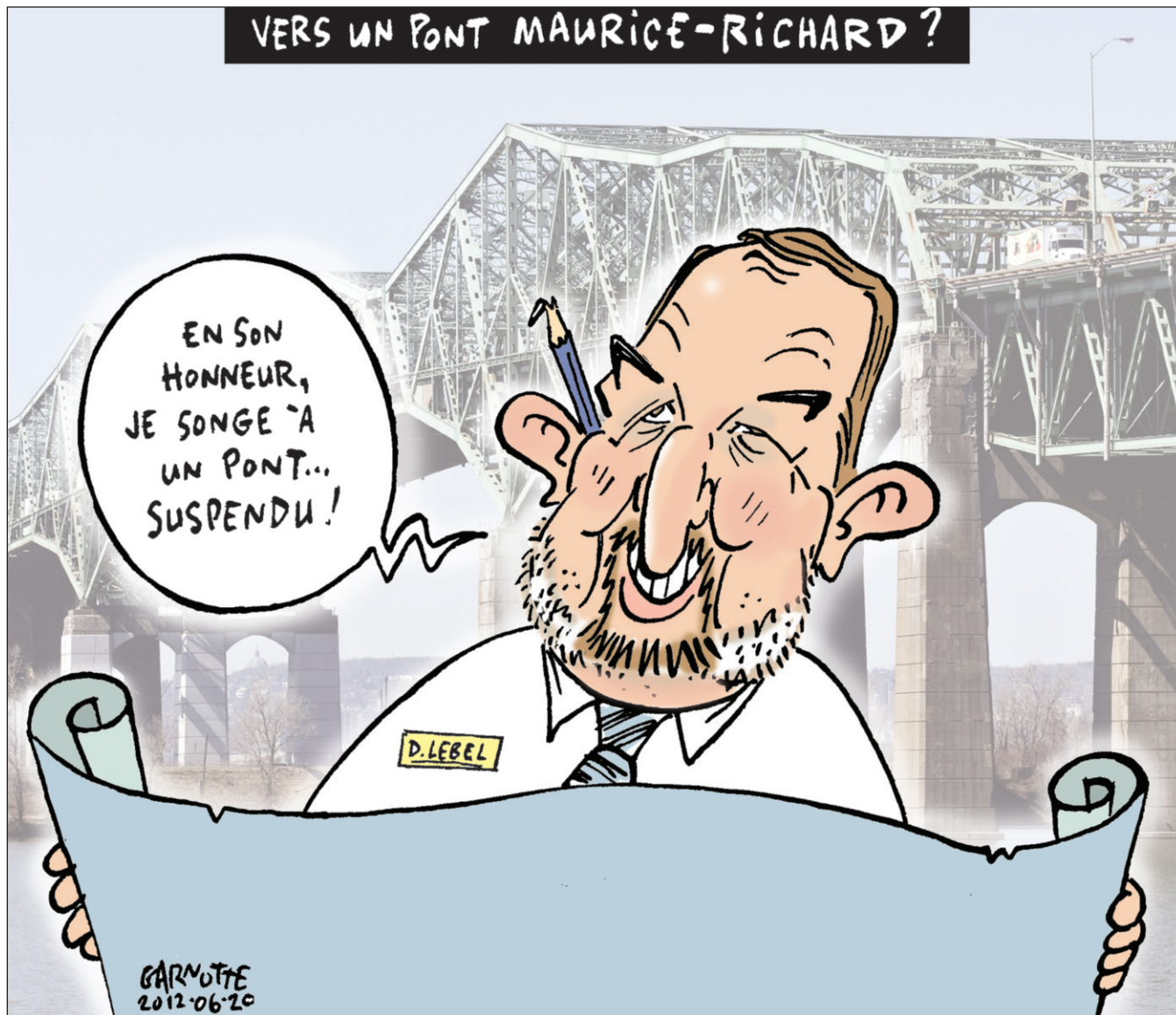
À son titre de ministre responsable de ce projet, Denis Lebel a déjà entrepris une réflexion autour du nom à donner au nouveau pont. Il a évoqué le nom de Maurice Richard, une icône politico-sportive qui jouit d'une grande popularité, mais dont l'importance historique n'égale pas celle de Samuel de Champlain. La valeur monumentale du nouveau pont, sa qualité architecturale et l'importance qu'il aura dans le paysage montréalais devraient faire en sorte que le nom choisi soit emblématique de la métropole. Ce nom pourrait être géographique, mais de préférence historique. Si on devait rejeter définitivement le nom de Champlain, il faudrait revenir aux noms des fondateurs de Montréal, Maisonneuve et Jeanne-Mance. Pourquoi pas d'ailleurs le nom de cette femme dont le rôle comme cofondatrice de la métropole n'est pas reconnu à sa juste valeur?

Le choix que fera le gouvernement fédéral inquiète les Montréalais, qui estiment avoir leur mot à dire. Ils veulent être fiers de ce pont et de son nom. Déjà, on retrouve dans le courrier des lecteurs des journaux plusieurs suggestions. Quoi de plus normal, puisqu'ils assumeront une partie de la facture par le péage et par leurs impôts? C'est leur pont.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



REPRISE

LETTRES

Une faute de jugement politique

Le premier ministre Philippe Couillard et le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, ont beau chercher des excuses, il y a bien une affaire Bolduc qui fait mal au gouvernement. Une affaire qui, dans les circonstances politiques actuelles, alimente le cynisme et qui ne peut malheureusement s'expliquer autrement que par une grave faute de jugement politique de la part du député-ministre Yves Bolduc. Inutile de revenir sur les gestes posés. Les faits sont avérés et il a lui-même la candeur de les reconnaître.

Le premier ministre, bien conscient des réactions négatives de cet impair, n'a pas osé exprimer spontanément ses états d'âme. Mais la sanction ne manquera pas de venir.

Quant au ministre Bolduc, s'il veut relever son image publique et réparer le mal qu'il a fait, pourquoi ne s'engagerait-il pas à remettre une partie des sommes perçues à l'un de ses organismes, qui en ont bien besoin. Une « conséquence » honorable qui aurait le mérite d'apaiser le climat de la rentrée parlementaire de l'automne.

Claude Poulin
Québec, le 4 juillet 2014

Deux poids, deux mesures dans la fonction publique

Je suis professeur au cégep, un emploi qui relève du ministère que dirige

le docteur Bolduc, et je dois, si je souhaite travailler ailleurs, faire la preuve auprès de mon administration que je reste disponible 32 heures par semaine pendant l'année, moins les deux mois de vacances estivales et les congés conventionnés pour le temps des Fêtes. On nous répète qu'il y a des règles à suivre, car après tout, les employés de l'État ne sont pas des travailleurs autonomes...

Mon revenu annuel est bien inférieur à 89 950 \$, et j'ai toujours cru, dans ma grande naïveté, qu'un député travaillait au moins autant que moi, soit « les fins de semaine et les soirs », pour justifier son salaire.

Alors comment le docteur Bolduc fait-il pour suivre 1500 patients et assumer en même temps ses fonctions de député? [...]

En se défendant comme il le fait, le ministre montre une fois de plus que, dans la fonction publique québécoise, il y a deux poids, deux mesures: l'une pour les médecins et l'autre pour le reste. Le refrain est connu, et nous l'entendrons encore dans toutes les négociations imminentes avec ce gouvernement aux trois docteurs.

Jean-Claude Brochu
Montréal, le 4 juillet 2014

Le Dr Bolduc et les méfaits de la politique

C'est à la stupéfaction générale que les errements politiques et financiers d'Yves Bolduc ainsi que les réactions de

ses pairs à la fois médecins et politiciens sont venus compromettre brusquement la confiance qu'il faut avoir dans un gouvernement qui prétend mettre de l'ordre dans les finances publiques.

La gravité de leurs actes tient au fait qu'ils s'inscrivent dans ce que l'histoire séculaire de la politique comporte pour nourrir le cynisme de la population. La rémunération surfaite que le Dr Bolduc a soutirée de son tour de passe-passe entre l'inscription puis le rejet de nouveaux patients est une illustration forte de cette manœuvre hélas trop bien connue qui consiste à tirer profit du système pour se remplir les poches.

Et le fait que les ministres Couillard et Barrette se soient portés à la défense de leur collègue rejoint cette forme atavique de collusion qui fait que les riches et les puissants de ce monde se protègent entre eux. Leurs sophistes sont d'autant plus honteux qu'ils s'associent à la mauvaise foi du plus retors des stratèges, qui consiste à suivre les règles à la lettre pour se justifier d'en violer l'esprit.

On le voit, rien de nouveau sous le soleil. Ce trio de ministres et docteurs que l'on désigne de plus en plus comme la clique médico-libérale formerait-il une version récente des funestes triumvirats de l'histoire politique?

Chose certaine, pour éviter de dilapider davantage les avantages politiques dont le gouvernement Couillard a pu bénéficier, une rétractation s'impose dès à présent et trois fois plutôt qu'une...

Gérard Lévesque
Lévis, le 7 juillet 2014

LIBRE OPINION

L'affaire Alex Sodiqov: l'affaire de tous

GABRIEL ARSENAULT
Étudiant au doctorat en science politique à l'Université de Toronto

LAMA MOURAD
Étudiante au doctorat en science politique à l'Université de Toronto

Alex Sodiqov est un étudiant au doctorat en science politique à l'Université de Toronto. Depuis le 16 juin dernier, il est détenu au Tadjikistan. Son crime? Les autorités tadjikes n'en ont pour le moment identifié aucun.

Natif du Tadjikistan, il a été arrêté alors qu'il menait une entrevue avec un membre de l'opposition, dans la ville de Khorog, pour un projet de recherche dirigé par l'Université d'Exeter, au Royaume-Uni. Pour le moment, on le soupçonne seulement « d'espionnage », voire de « trahison ». Sa détention est ainsi illégale, la loi tadjike n'autorisant pas une détention de plus de 72 heures sans chef d'accusation.

Mais au-delà de la dimension juridique, l'affaire Alex Sodiqov est profondément

préoccupante pour tous ceux et celles qui se soucient de la liberté d'expression. En effet, pareille entorse à la liberté académique envoie clairement le message qu'on nous épie, qu'on nous donne le droit de nous exprimer seulement à condition de ne pas trop s'intéresser à certains sujets sensibles aux maîtres. Alex Sodiqov est enfermé au Tadjikistan, mais les Québécois et les Canadiens ne doivent pas être dupes: comme nous le rappellent régulièrement les journalistes canadiens pour la liberté d'expression, la liberté d'expression est menacée chez nous comme outre-frontières. Soyons donc solidaires de ce jeune homme, boursier de l'Open Society Foundation (inspirée du livre de Karl Popper) et assoiffé d'un monde plus libre.

Il y a des raisons d'espérer un dénouement heureux. En effet, loin d'être autarcique, le Tadjikistan est, on peut le présumer, très sensible aux pressions internationales, dépendant lui-même dans une très large mesure de l'aide internationale pour financer ses services publics. De plus, les autorités tadjikes ont récemment

promis à leurs homologues britanniques qu'ils effectueraient une enquête « objective ». En sonnait l'alarme collectivement, on peut contraindre les autorités tadjikes à maintenir leur promesse et s'assurer qu'Alex ne se voit pas refuser la justice qu'il mérite.

Bien que la balle soit présentement dans le camp du gouvernement tadjik, les citoyens du monde entier peuvent unir leur voix pour sauver Alex Sodiqov. Ceux et celles qui se sentent interpellés par cet enjeu peuvent s'activer de différentes manières, en commençant par visiter le site Web créé par les collègues d'Alex à l'Université de Toronto, *freealex.sodiqov.org*, en signant les pétitions disponibles sur le site, ou encore en incitant le gouvernement canadien à maintenir la pression sur le gouvernement tadjik. En effet, bien qu'Alex Sodiqov et son épouse, Musharaff Sodiqova, ne soient pas citoyens canadiens, leur jeune fille Erika l'est, étant née au Canada. Le gouvernement canadien doit donc se sentir particulièrement concerné par cette affaire.

JEUNES, FEMMES ET POLITIQUE

Rompre avec le clientélisme

« Comment faire pour attirer les femmes ou intéresser les jeunes à la politique ? » : des questions porteuses d'une bonne intention, mais qui faussent la donne

AUDREY PERREAULT

Professionnelle du milieu de l'édition et militante indépendantiste

En littérature et dans les arts en général, la mise en abîme désigne l'enchaînement d'un récit dans un autre récit : on peut penser à une pièce de théâtre dans une autre pièce de théâtre, par exemple, ou, en art visuel, à la représentation d'un tableau dans un autre tableau.

Je connaissais ce concept littéraire. Je ne connaissais toutefois pas la mise en abîme politique. Pourtant, elle ne date pas d'hier. Je m'explique... J'ai 24 ans. Jeune professionnelle, je m'engage en politique en tant que militante indépendantiste depuis maintenant deux ans.

Étant jeune, et femme de surcroît, on tente souvent, je dirais même trop souvent, de s'adresser à moi. Spécialement à moi. Un discours pour les jeunes, un discours pour les femmes... Au cours des deux dernières années, on m'a souvent regardée avec espoir en me demandant : « Comment faire pour attirer les femmes dans le domaine politique ? », « Comment faire pour aller susciter l'intérêt des jeunes ? » Bien franchement, ces questions porteuses avant tout d'une bonne intention déplacent, à mon avis, le problème. Le vrai.

Parce que je suis jeune, on s'adresse à moi tous les jours d'une certaine manière, on parle

de moi, et des gens de ma génération, comme des gens à qui on doit absolument s'adresser dans une autre langue, une langue plus jeune, nouvelle. Comme s'il fallait une invention totalement extraordinaire, encore jamais imaginée, pour intéresser une personne dans la vingtaine à la politique. Parmi les « solutions » avancées, on retrouve, entre autres, des concepts aussi creux qu'inutiles tels que « la politique autrement », « la nouvelle politique » et toutes les variations possibles de ces termes. Que de concepts essentiellement marketing pour lesquels chacun trouve sa propre définition.

On me parle aussi comme femme : on pense par exemple à féminiser ce qui m'est adressé, on me traite différemment. Je ne parle pas ici de

« Malgré lui (ou non !), Léo Bureau-Blouin est une représentation idéale d'un clientélisme politique qui ne mène nulle part... »



L'ancien leader étudiant et ancien député péquiste dans la circonscription de Laval-des-Rapides Léo Bureau-Blouin serait le symbole de la mise en abîme en politique.

sexisme, mais bien de son inverse, souvent exagéré. On extrapole la différence : sous les couvertures d'un désir d'égalité (un désir que je partage, bien sûr), on me met dans une classe à part, on fait fausse route. En voulant, de bonne foi, y remédier, on ne fait, à mon avis, qu'envenimer la situation.

La vérité, c'est que je ne suis pas si différente. Je n'ai pas besoin d'un traitement de faveur et encore moins que l'on crée un autre langage pour miraculeusement m'enthousiasmer. Il faut me parler tout simplement. Toutefois, encore faut-il savoir de quoi on veut parler.

Le voilà, le noyau de l'histoire, l'élément qui ne date pas d'hier : on a oublié le pourquoi du discours, ou on l'évite, je ne sais plus. Le tout avec une facilité inquiétante. On s'est tellement convaincu que de mettre en avant la différence

était la seule manière de l'effacer que l'on a même droit aussi au discours « des jeunes sur les jeunes » ou « des femmes sur les femmes ». Le manège recommence, prenant, cette fois, des allures burlesques.

On pouvait lire dernièrement dans plusieurs médias « Léo Bureau-Blouin veut regagner la confiance d'une génération » ou encore « Léo Bureau-Blouin croit qu'il est possible d'enthousiasmer les jeunes » (Radio-Canada). Loin de vouloir viser personnellement l'ex-leader étudiant, il est, malgré lui (ou non !), une représentation idéale d'un clientélisme politique qui ne mène nulle part...

Bien que j'éprouve un respect immense pour les gens de ma génération qui militent à mes côtés, j'ai aussi un profond malaise à en

voir certains (pour ne pas dire plusieurs) se mettre ainsi en scène, se créer un théâtre à part sur la scène politique. Probablement une conséquence, un piège, d'un clientélisme trop bien établi.

En effet, il en découle, irrémédiablement, des clichés grossiers, mal réfléchis, maladroits, qui témoignent d'un manque flagrant de recul. Quelques exemples : si je suis une jeune femme en politique, je fais nécessairement d'immenses sacrifices ; étant jeune « je pourrais nécessairement occuper mon temps autrement » ou, l'incontournable, « je suis un exemple d'espoir dans ma génération de gens désillusionnés de la politique ».

Autant d'étiquettes que l'on appose avec tant de conviction aux jeunes ou aux femmes (ou aux deux !), que ceux-ci finissent par s'étiqueter eux-mêmes, donnant suite à ce procédé un peu trop confortable.

Franchement, avec l'état actuel de la politique québécoise (et d'ailleurs), je ne crois pas que notre génération a le monopole de la désillusion politique. Bien au contraire, malheureusement. La désillusion est partout. Pourquoi ? La réponse n'est pas différente que l'on ait 20 ans ou 40 ans. La véritable raison, c'est le manque de discours, d'idées qui se tiennent. On passe trop de temps à penser à qui on s'adresse, et trop peu à ce qu'on va lui dire, on perd en chemin ce qui devrait être la raison d'être de notre action politique. On passe trop de temps à se mettre en scène et à peaufiner les didascalies, pour soigner notre vocabulaire, notre message. On perd de vue l'essentiel. Alors que l'on aspire au « nous », on stagne au « je » en prétendant faire le contraire. On traite la politique comme un produit. On trouve les arguments pour conclure comme on le ferait avec une vente.

J'ai 24 ans, je suis une femme, et rien ne m'exaspère plus que de me faire parler de ce que je pourrais ou devrais être, de ma situation différente, de mes besoins. Comme s'ils étaient programmés d'avance. Ce que je veux, c'est du contenu, des idées, du mouvement. Un élément tangible auquel m'accrocher. Si la politique était ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire la défense d'idées, nous n'en serions pas là. Nous n'en serions pas à nous travestir. Après tout, il suffit de dire les choses telles qu'elles sont.

Elle s'affiche dans toute sa laideur, la mise en abîme politique : une pièce de théâtre dans une autre pièce, un monologue dans un monologue. Le vide. Tout ça parce qu'au départ, on a oublié notre texte, notre rôle fondamental, en misant davantage sur les attentes imaginées, les attentes anticipées de notre public sur notre message, et ce, jusqu'à nous bernier nous-mêmes.

F1, Mondial : plaisirs coupables

Corruption, congés fiscaux inacceptables... les mégaévénements sportifs ne pourraient-ils pas être purgés d'une grande part de ce qui les déshonore ?

CATHERINE CARON

Rédactrice en chef adjointe, revue Relations

Les Brésiliens se révoltent contre les sommes investies par leur pays pour l'accueil du Mondial de football, tandis que leurs services publics sont gravement déficients et qu'on expulse des milliers de personnes de favelas. Voir de telles protestations dans ce pays, qui est la Mecque du foot, c'est littéralement comme voir les junkies se révolter contre leur pusher. Ainsi, parfois, la coupe est pleine. Les jeux sans le pain, ça ne passe plus. La présidente brésilienne Dilma Rousseff s'est retrouvée assise sur un ballon explosif. [...]

Manifestation d'un ras-le-bol répandu dans une grande partie de la population brésilienne, cette révolte sociale est certes signe de désespoir, mais elle est aussi une lueur d'espoir. Signe que l'indignation, la raison, le sens de la dignité humaine peuvent parfois l'emporter sur l'indécence, l'injustice. Signe aussi d'une faille grandissante dans l'attitude jousseuse, mais un brin masochiste qu'ont souvent les populations à l'égard de ces mégaévénements sportifs. En effet, les gens aiment... ce qui leur fait aussi du tort. Ces événements siphonnent des fonds publics et lais-

DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'une revue afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages d'un des derniers numéros de leur publication. Cette semaine, un extrait du numéro de juillet de la revue *Relations*, qui sera en kiosque vendredi.



sent le coût de leurs externalités négatives à la collectivité en privatisant les profits. Et pourtant, on en redemande... La Fédération internationale de football association (FIFA) ressemble à une mafia ? Ce n'est rien, c'est le sport qu'on aime, pas les escrocs qui nous le vendent...

Il est pourtant grand temps de dire *basta!* à la FIFA, qui est la quintessence de l'organisation parasite, du *corporate bum* : non seulement paie-t-elle peu d'impôts dans son pays (la Suisse) et fait-elle payer la majeure partie du Mondial par le pays hôte, mais elle exige, de plus, d'importantes exemptions fiscales pour elle-même et ses principaux partenaires, les multinationales qui comman-

dent l'événement, ainsi que les associations étrangères de football impliquées. Plusieurs centaines de millions de dollars vont ainsi échapper au Brésil. InspirAction, le pôle espagnol de Christian Aid, a lancé une

À quel prix le maire Denis Coderre est-il prêt à accueillir ce Grand Prix ?

campagne et une pétition internationales pour exiger la fin de ce scandale fiscal.

Le Grand Prix de Formule 1, dont le cirque s'arrêtera de nouveau à Montréal en juin, est de la même école. Entre autres affaires financières et de corruption, son grand patron,



Les pays investissent souvent des millions pour accueillir des événements sportifs.

Bernie Ecclestone, a été ciblé cette année dans ce que la BBC a désigné comme étant peut-être la plus grande affaire d'évasion fiscale individuelle du Royaume-Uni. Mais ce n'est pas grave, on a besoin de lui pour faire rouler l'économie...

Sa pétarade polluante inspirera ainsi les comportements arrogants de milliers de conducteurs de ces voitures obèses et surperformantes qui envahissent nos villes. Certes, l'industrie de la F1 s'affiche carboneutre ; mais acheter son droit de polluer et en compenser les effets par des projets pas toujours si écologiques et, surtout, par le biais des marchés financiers, reste une solution contestable

à la crise climatique.

À quel prix le maire Denis Coderre est-il prêt à accueillir ce Grand Prix pour les dix prochaines années ? Dix-sept millions de dollars en subventions annuelles indexables octroyées par les pouvoirs publics, auxquels s'ajoutent 32,6 millions pour moderniser des équipements ne profitant pas aux Montréalais. Tout ça pour des retombées réelles à démontrer, et de 3 à 5 millions en redevances... À l'heure de la « rigueur budgétaire » du bon docteur Couillard, ces millions ne seraient-ils pas nécessaires pour satisfaire des besoins plus urgents en santé ou pour le logement social ? Quelle médecine faut-il donc prescrire à des élites qui s'imaginent conserver la

moindre once de crédibilité en prétendant lutter contre la mauvaise gestion, la corruption, la pollution, le gaspillage, l'évasion fiscale, le sexisme et l'exploitation des femmes aussi, tout en se montrant bienveillants à l'endroit de tels événements ?

Une société qui s'imaginerait que tout cela « fait rouler l'économie » est une société malade, servile et qui va étouffer dans l'étau funeste de ses contradictions. Le rôle social de la F1 est plus que contestable. Quant au foot, s'il offre une voie vers l'intégration, l'apprentissage de l'effort, de l'esprit d'équipe et du plaisir sportif partagé, il reste contaminé, sur le plan professionnel, par le règne de l'argent.

Certes, il faut faire rouler l'économie, mais il faut le faire autrement qu'à tombeau ouvert. Les mégaévénements sportifs ne pourraient-ils pas être purgés d'une grande part de ce qui les déshonore ? N'existe-t-il pas aussi d'autres exutoires, vecteurs de joie, d'excitation, de fierté et de passion — l'instinct de domination en moins ? L'art, à ce titre, reste sans rival pour allier performance, ravissement et capacité d'élévation de l'âme et du cœur humains.

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues* ? Écrivez à arobitaille@ledevoir.com.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste), information générale : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boissvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfali (reporters), information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héléne Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre), information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Retino-Parazelli (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre), équipe internet : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants), correction : Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant, soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétariat), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec), PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire), PRODUCTION Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zematits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez, ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

TURCOT

SUIITE DE LA PAGE 1

La fermeture de ces bretelles avait causé tout un émoi en mars dernier quand le MTQ avait annoncé l'imminence des travaux. Les autorités de la Ville de Montréal avaient affirmé avoir appris par communiqué ces importants chantiers. Le maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Russell Copeman, avait dénoncé le chemin de contournement proposé par le MTQ, qui imposait un détour de 5 kilomètres aux automobilistes.

Le MTQ avait affirmé avoir prévenu les autorités municipales plusieurs semaines à l'avance et avait soutenu que la déviation suggérée permettait de concentrer la circulation sur son propre réseau.

Une surprise pour l'arrondissement

À l'arrondissement du Sud-Ouest, on ignorait la fermeture de deux bretelles de l'échangeur à compter du mois d'août, mais ces travaux n'étonnent pas Eric Cimon, conseiller politique du maire du Sud-Ouest, Benoît Dorais.

En attendant la reconstruction de l'échangeur Turcot, les fermetures complètes ou partielles de bretelles sont fréquentes en raison du délabrement de l'infrastructure. Une situation qui met la patience des résidents du Sud-Ouest à rude épreuve. Le Sud-Ouest appréhende le flot supplémentaire de véhicules que la fermeture de la bretelle menant vers le pont Champlain pourrait engendrer dans le secteur du marché Atwater et sur la rue Saint-Antoine Ouest.

« Il y a les travaux de l'échangeur Turcot, oui, mais c'est toute une série de travaux qui se déroulent simultanément dans le secteur. Les résidents du Sud-Ouest sont fortement sollicités », souligne, indulgente, la directrice de l'organisme Prévention Sud-Ouest, Diane Lemon, citant en exemple la revitalisation de l'autoroute Bonaventure.

Aux bouchons de circulation dans le quartier s'ajoutent des inquiétudes quant à la qualité de l'air et la sécurité des piétons, notam-



Les coûts de reconstruction du complexe Turcot sont évalués à 3,7 milliards.

PAUL CHLISSON LA PRESSE CANADIENNE

ment parce que le secteur compte de nombreuses écoles et centres de la petite enfance, ajoute-t-elle. « Plus il y a de véhicules à l'arrêt, plus il y a de la pollution. De plus, souvent, les gens ont été retardés par des bouchons de circulation à cause des travaux. Ils ont le pied un peu plus pesant sur l'accélérateur une fois que c'est passé. Il n'y a pas eu d'accidents majeurs jusqu'à maintenant, heureusement. »

Selon M. Cimon, les communications sont fréquentes entre le ministère et l'arrondissement à ce sujet.

M. Cimon espère que les citoyens seront nombreux, le 9 juillet prochain, à participer à la réunion du comité de bon voisinage mis sur pied par le MTQ dans le cadre du projet Turcot, dont le but est de faciliter les échanges

avec les riverains des secteurs touchés par les travaux. « On essaie d'inciter les citoyens à participer à cette réunion pour faire entendre leurs revendications, dit-il. La Ville ne peut pas être la porte d'entrée des plaintes sur le bruit, la poussière et le camionnage. »

Pour sa part, le MTQ indique que les déviations qui seront proposées aux automobilistes n'ont pas encore été déterminées. « On va collaborer avec toutes les instances et [tous les] partenaires dans ce secteur », tient à préciser Mario St-Pierre.

Le Devoir

Voir Échangeur Turcot. Une carte des bretelles fermées d'août à novembre. Sur [LeDevoir.com](#)

ROQUETTES

SUIITE DE LA PAGE 1

Gaza. Dans la nuit de dimanche à lundi, cinq activistes de la branche militaire du Hamas sont morts lors d'une frappe sur un tunnel de Rafah, dans le sud du territoire, selon les services d'urgence. Un sixième est dans un état critique. L'armée israélienne a démenti avoir visé ce tunnel.

Un autre combattant palestinien est décédé des suites de ses blessures après un raid israélien sur un camp d'entraînement du Hamas à Rafah. Auparavant, deux membres des Comités de résistance populaire (CRP), un groupe radical, avaient été tués par un drone près du camp de réfugiés de Bureij, dans le centre du territoire. Un porte-parole des CRP a promis l'enfer aux Israéliens.

Représailles

Face à cette menace, Israël a mobilisé plusieurs centaines de réservistes et l'armée « à la capacité d'en rappeler environ 1500 autres », selon un porte-parole de l'armée.

Lundi, Benjamin Nétanyahou a réuni son cabinet de sécurité pour discuter de la dégradation de la situation. Et, d'après la télévision publique, le cabinet de sécurité israélien a donné son feu vert à l'armée pour « durcir les représailles contre

le Hamas ». La télévision a également montré des images de dizaines de chars déployés près de la frontière avec Gaza, prêts à intervenir.

Depuis plusieurs jours, le premier ministre israélien tente de calmer les différentes parties. Lundi, il a téléphoné au père du jeune Palestinien assassiné, Mohammed Abou Khdeir, et a exprimé son indignation. Il a promis que les auteurs du meurtre, un acte « abominable qui ne peut être accepté par aucun être humain », seraient jugés.

Mais les divergences s'étalent au grand jour. Son allié ultranationaliste et ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a en effet annoncé qu'il romptait son alliance politique en raison de désaccords sur la réponse à apporter aux violences à Gaza. M. Lieberman, un faucon ultranationaliste, n'en quitte pas pour autant le gouvernement.

Cette escalade de la violence confessionnelle intervient en miroir d'une brusque tension militaire entre Israël et les mouvements islamistes de Gaza. Israël a concentré des troupes dans le Sud et les faucons du gouvernement du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, appellent à une intervention massive pour se débarrasser une fois pour toutes du « Hamastan ».

La raison pourrait cependant encore prévaloir: il n'est ni dans l'intérêt d'Israël ni dans celui du Hamas de déclencher une nouvelle guerre. Le Hamas, même affaibli politiquement, a désormais les moyens de frapper Tel-

Aviv, et M. Nétanyahou aurait du mal à survivre politiquement si le cœur de l'État hébreu était lourdement touché. Le Hamas, de son côté, est déjà aux abois: la bande de Gaza est soumise à un blocus israélien depuis sept ans, et l'Égypte du président Abdel Fatah al-Sissi a resserré ce garrot en détruisant les centaines de tunnels de contrebande qui constituaient le poumon économique des 1,7 million de Gazaouis.

Réconciliation en miettes

Le Hamas semblait avoir compris la leçon: pour rompre son isolement, il n'avait d'autre échappatoire que la réconciliation palestinienne avec le Fatah, le parti de Mahmoud Abbas, laquelle lui permettait d'accéder à une légitimité inédite. Or, toute la logique de cet *aggiornamento* politique s'est effondrée: depuis le meurtre des trois jeunes Israéliens, le Hamas est renvoyé aux gémonies et la stratégie de réconciliation palestinienne est en miettes.

La question maintenant est de savoir si l'offensive politique de M. Nétanyahou contre le Hamas sera accompagnée d'un volet militaire. Israël veut rétablir la dissuasion de Tsaahal face à Gaza, mais son principal objectif est politique: saper les fondements de la réconciliation palestinienne en soulignant que l'un des partenaires, le Hamas, reste une organisation terroriste.

Avec Le Monde et l'Agence France-Presse
Le Monde

JAPON

SUIITE DE LA PAGE 1

qui était alors en quatrième année du secondaire dans une autre école non loin de là, aurait pu connaître le même sort s'il n'avait été enrôlé par son pays en guerre dans une usine de munitions Mitsubishi, à 1,3 kilomètre de l'hypocentre. Encore s'en est-il fallu de peu...

Après avoir vu un intense éclair de lumière, puis avoir été « engouffré dans un son frappant comme 1000 coups de tonnerre », d'énormes morceaux de verre tombant du plafond se sont abattus sur lui, lui valant 14 points de suture sur la tête. « J'ai cru pendant un moment que je ne survivrais pas. » Cinq membres de sa famille, eux, plus proches de l'hypocentre, ont été pulvérisés sur-le-champ. « Nous n'avons retrouvé que leur crâne et leur colonne vertébrale », précise-t-il, toujours stoïque.

Le nombre de morts avancé par les différentes estimations n'a cessé de croître au fil des décennies. Les dernières en date le portent à plus de 70000, sans compter les décès ultérieurs liés aux radiations. A Hiroshima, où une autre bombe atomique avait été larguée trois jours plus tôt, le nombre de morts aurait atteint 140000, incluant ceux ayant péri plus tard des effets des radiations.

Le poids du stigmate

Aujourd'hui, malgré son âge vénérable, Tsukasa Uchida tient à rester impliqué. « Il reste de moins en moins de survivants de la bombe atomique. Il y a urgence de passer le message pour ne pas oublier ce qui s'est passé et pour promouvoir la paix. »

Plus le temps avance, plus le nombre de hibakushas — nom donné aux survivants des deux

bombardements atomiques — décline rapidement. A Hiroshima, leur âge moyen est de 80 ans... En 2012, ils étaient un peu moins de 69000. Or, il a toujours été ardu de recueillir les témoignages des survivants. Nombreux sont ceux qui ne veulent pas être identifiés publiquement, de peur d'être stigmatisés et rejetés.

« Bien des survivants sont encore affectés par des maladies liées aux radiations », explique Yasuyoshi Komizo, président de l'Hiroshima Peace Culture Foundation et secrétaire général des Maires pour la paix, une organisation qui lutte pour l'éradication des armes nucléaires. « Et il est humain de vouloir le meilleur et de vous protéger contre la maladie et la détresse. Alors, beaucoup de gens ne veulent pas partager leur vie avec une personne qui souffre d'une maladie rare et étrange. »

L'Atomic Bomb Disease Institute de l'Université de Nagasaki a en effet constaté l'existence dans cette population, encore aujourd'hui, de taux anormalement élevés de chéloïdes, de cataractes, d'aberrations chromosomiques, de leucémies et de cancers de la thyroïde, de la vessie, du poumon, de l'estomac et d'autres encore. Ils ont également remarqué une corrélation claire entre les taux de maladie et la distance de l'hypocentre.

Tsukasa Uchida se souvient, lui, d'avoir perdu ses dents l'une après l'autre, de même que ses cheveux, peu de temps après l'explosion. Et quelques décennies plus tard, il lui arrivait encore de tirer des morceaux de verre restés jusque-là enfouis sous son cuir chevelu.

Résilience et espoir

À Hiroshima, 400 kilomètres plus au nord, Emiko Okada a souffert toute sa vie de fatigue chronique, de fièvres et de problèmes de circulation sanguine. « On se sent comme si le corps

ne voulait rien faire », explique-t-elle. Et il y a quatre ans, elle a été opérée pour un cancer de l'estomac.

Celle qui avait huit ans lors de l'explosion se souvient elle aussi de l'intense lumière qui avait envahi le ciel, des cris des personnes brûlées et déshydratées qui couraient, affolées, pour trouver de l'aide et de l'eau. Elle se mit à vomir une substance noire, raconte-t-elle, ponctuant son récit de larmes, malgré les 69 ans qui la séparent de la tragédie. Sa maison étant située à la limite de la zone « rouge » brûlée par le souffle de la bombe, elle a pu se réfugier dans les collines derrière la ville.

Loin d'être du lot des hibakushas discrets, M^{me} Okada parcourt le monde pour appeler les leaders à abolir les armes nucléaires. Avec assurance, le sourire réapparu, elle clame que « le monde doit savoir ce qui s'est passé à Hiroshima pour que ça ne se reproduise jamais plus ».

Lui aussi engagé à garder la mémoire en vie, Matsuyoshi Ikeda, l'un des 50 survivants de l'école primaire Shiroshima, à Nagasaki, travaille comme « guide touristique pour la paix » depuis 10 ans. Son histoire en est une autre de résilience. Oui, « il y a des moments où j'ai voulu mourir », confie-t-il, après avoir perdu la majorité de ses six frères et sœurs dans la catastrophe et enterré sa mère deux semaines plus tard. « Mais je voulais trois choses dans la vie: travailler chez Mitsubishi, bâtir ma propre maison et marier une belle femme... J'ai tout eu! Voyez-vous ce sourire sur mon visage? »

Collaborateur
Le Devoir

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay a séjourné au Japon à l'invitation du gouvernement japonais.

PÉTROLE

SUIITE DE LA PAGE 1

permis de détecter la présence de pétrole et de gaz naturel.

Peter Dorrins, qui a été chef Exploration chez Hydro-Québec Pétrole et gaz de 2003 à 2006, a souligné lundi que l'objectif est maintenant de traverser des « fractures » géologiques naturelles afin de « préciser le potentiel » pétrolier du secteur. Cela pourrait permettre de s'approcher d'une « production commerciale ».

Même s'il s'agit de forages horizontaux, M. Dorrins a dit qu'il n'est pas question de mener des opérations de fracturation ou des « tests d'injectivité ». Pétrolia a déjà réalisé de tels tests dans la région. Ceux-ci consistent en l'injection de liquides sous haute pression dans le sous-sol, afin de fracturer la roche.

Junex prévoit commencer les opérations de forage « à la fin de l'été ou au début de l'automne », a par ailleurs indiqué le président et chef de la direction. Et ce n'est que le début d'une nouvelle phase de forages. Après Galt #4, d'autres puits sont déjà prévus. L'entreprise a d'ailleurs déposé une demande afin de forer un autre puits à l'horizontale. Deux autres pourraient suivre, en fonction des résultats de l'exploration et de la capacité à financer le tout. Pour le seul puits Galt #4, Peter Dorrins évalue les coûts à quatre millions de dollars. La facture pourrait grimper à sept millions pour chacun des puits suivants.

Mais Junex estime que les données sur le potentiel pétrolier justifient les investissements projetés. Selon une évaluation de la firme texane Netherland, Sewell and Associates, le sous-sol du secteur pourrait contenir 330 millions de barils d'or noir. Environ 15% de la ressource pourrait être extraite, a expliqué M. Dorrins. Cela représente un potentiel de « 31 millions de barils » pour Junex, qui détient un intérêt de 70% dans le projet Galt.

À la lumière des résultats obtenus jusqu'ici par les pétrolières à la recherche d'énergie fossile, la Gaspésie semble d'ailleurs présenter le potentiel le plus prometteur au Québec. Elle est tapissée entièrement de permis d'exploration, contrôlés essentiellement par Junex ou Pétrolia. Les deux entreprises ont déjà pompé du pétrole dans la région, ce qui n'est pas le cas sur l'île d'Anticosti.

Travaux à Gaspé

Pétrolia, justement, pourrait finalement forer sous peu un nouveau puits sur le territoire de la municipalité de Gaspé. Son maire Daniel Côté vient tout juste d'ouvrir la porte au retour des foruses en soulignant que la pétrolière pourrait se conformer à la réglementation en place. Inquiets de la reprise des forages, des citoyens de Gaspé devaient d'ailleurs interpellier leurs élus lundi soir, dans le cadre du conseil municipal.

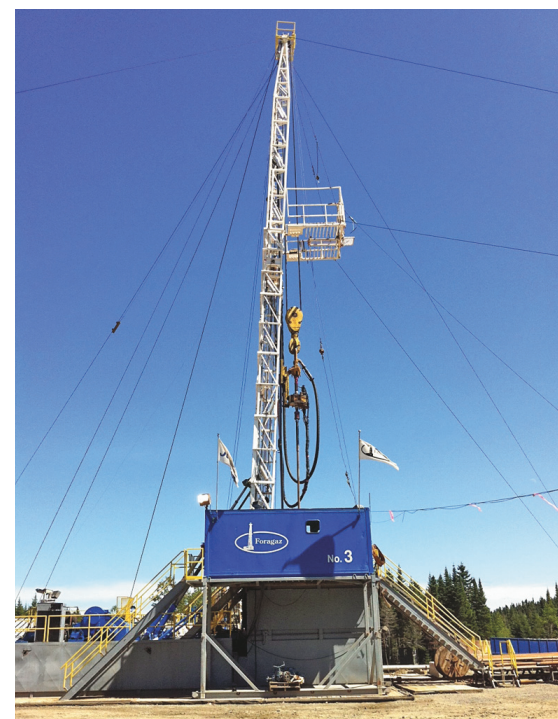
Selon les informations disponibles lundi, le nouveau forage horizontal situé à deux kilomètres du centre-ville pourrait être lancé d'ici l'automne. Pétrolia n'a toutefois pas répondu aux questions du *Devoir*.

Ce forage nommé Haldimand #4 est bloqué depuis un an et demi en raison de l'adoption par la Ville d'un règlement sur la protection de l'eau potable. Pétrolia a contesté ce règlement devant la Cour supérieure, qui lui a donné raison en février dernier. Mais Gaspé a porté la cause en appel et le litige n'est toujours pas réglé.

La municipalité estime en outre que Québec doit présenter son propre règlement afin de fixer des règles pour les communautés qui doivent vivre avec les projets d'exploration pétrolière ou gazière. Mais au cabinet du ministre de l'Environnement David Heurtel, on n'a donné aucune précision lundi au sujet de la présentation éventuelle de ce règlement attendu depuis des mois.

Quant à l'évaluation environnementale sur les hydrocarbures annoncée ce printemps, les résultats ne sont pas attendus avant l'année prochaine. Pour le moment, il n'existe au Québec aucune loi spécifiquement conçue pour encadrer l'exploration pétrolière et gazière. Le gouvernement de Philippe Couillard prévoit déposer un projet de loi à cet effet à l'automne 2015.

Le Devoir



THIERRY HAROUN

Le puits de forage Galt #4, près de Gaspé

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com